

DIFFUSION PAR «FRANCE 2»
DE CONTRE-VÉRITÉS
OFFENSANTES ET PROVOCATRICES
**Le chargé d'affaires
de l'ambassade
de France à Alger
convoqué au MAE** P.2

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN



AMENDEMENT TECHNIQUE DE LA CONSTITUTION

Dix modifications proposées

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3

Notre supplément
**AUTOUR
DU MONDE**
Avec la
collaboration de
P.8 & 9

Les interdictions de voyager
imposées par Trump
menacent la sécurité
nationale des États-Unis



PAR BRAHMA
CHELLANEY

Professeur émérite d'études stratégiques au
Center for Policy Research de New Delhi
et membre de la Robert Bosch Academy
de Berlin, est l'auteur de Water, Peace, and
War: Confronting the Global Water Crisis.

Le regard d'un gangster
sur le pouvoir mondial



PAR JAYATI
GHOSH

Professeur d'économie à l'université du
Massachusetts à Amherst, est membre de la
Commission d'économie transformationnel-
le du Club de Rome et coprésidente de la
Commission indépendante pour la réforme
de la fiscalité internationale des entreprises.

L'IA et l'avenir de l'éducation



PAR PINELOPI
KOUJIANOU
GOLDBERG

Ancienne économiste en chef du Groupe
de la Banque mondiale et rédactrice en chef
de l'American Economic Review, est pro-
fesseuse d'économie à l'université de Yale.

La surcapacité est
le plus grand avantage
de la Chine en matière d'IA



PAR ANGELA
HUYUE ZHANG

Professeure de droit à l'université de Ca-
lifornie du Sud, est l'auteure de High Wire: How China Regulates Big Tech and
Governs Its Economy et Chinese Anti-
trust Exceptionalism: How the Rise of
China Challenges Global Regulation..

**Vents forts
sur des
wilayas
du pays** P.3

EXPLOITATION DE LA MINE DE GARA DJEBILET

Entrée dans la phase effective dans un délai record

Lire l'article de A. Z. page 3



Ghaza

Massacres et campagnes de diabolisation

Mohamed Mehdi

Samedi, 106^e jour du cessez-le-feu, Israël continue ses violations de l'accord de Charm Al-Cheikh, faisant des centaines martyrs et davantage de blessés depuis la signature du «plan de paix», dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump. Durant les précédents 48 heures (jeudi et vendredi), les bombardements de l'occupation sioniste ont fait 4 martyrs et 11 blessés, selon le rapport statistique du ministère de la Santé publié hier. Le document annonce également le «décès de Ali Abu Zour, un nourrisson de 3 mois, des suites d'une hypothermie à l'hôpital des Martyrs d'Al-Aqsa, ce qui porte à 10 le nombre de décès d'enfants dus au froid depuis le début de l'hiver.»

Le bilan des massacres israéliens, depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025, grimpe à 481 martyrs et 1.313 blessés, en plus de l'exhumation de 713 corps de martyrs des décombres des bâtiments démolis sous les bombardements. Le nombre cumulé des victimes du génocide israélien à Ghaza, depuis le 7 octobre 2023, passe à 71.654 martyrs et 171.391 blessés.

Le ministère note que «88 martyrs ont été ajoutés aux statistiques cumulatives, après que leurs données ont été complétées et approuvées par le Comité chargé de la validation des listes des martyrs».

TROIS OPÉRATIONS À CŒUR OUVERT RÉUSSIES À GHAZA

Dans un communiqué publié jeudi, le ministère de la Santé a annoncé «la réussite de trois opérations à cœur ouvert au Centre hospitalier Al-Quds, affilié au Croissant-Rouge palestinien, avec la participation des équipes du Ministère de la Santé dirigées par le Dr Saher Abu Ghali, et de la délégation médicale de la Fondation PALMED, dirigée par le Dr Kifah Alwan.»

«Ces trois opérations, réalisées hier et aujourd'hui (mercredi et jeudi, ndlr), sont les premières depuis plus de deux ans, suite à l'interruption des services due au génocide perpétré dans la bande de Gaza», explique le ministère.

Le communiqué rappelle que «la pénurie de médicaments et de matériel médical pour la chirurgie à cœur ouvert, qui a atteint 100%», en raison des blocages israéliens, ainsi que «la destruction massive des infrastructures des centres de chirurgie à cœur ouvert du Complexe médical Al-Shifa et de l'Hôpital européen de Ghaza», lors des bombardements ciblés, «ont privé des centaines de patients d'une intervention chirurgicale spécialisée».

«Cette réussite médicale nationale est l'aboutissement des efforts déployés pour rétablir les services de santé spécialisés et

surmonter les conséquences catastrophiques de la guerre de génocide», ajoute la déclaration. Tout en réaffirmant son «engagement constant, en collaboration avec tous ses partenaires, à rétablir les services de santé spécialisés», le ministère lance un appel à «la fourniture de matériel médical essentiel afin d'assurer la continuité des interventions à cœur ouvert et de sauver des vies».

ISRAËL MÈNE UNE CAMPAGNE DE DIABOLISATION CONTRE MÉDECINS SANS FRONTIÈRES

Le gouvernement israélien finance une campagne publicitaire agressive en Grande-Bretagne contre l'organisation humanitaire médicale Médecins Sans Frontières (MSF), a révélé le site «Declassified UK», dans un article publié le 22 janvier, notant que cette «offensive de propagande» intervient alors que l'entité sioniste «cherche à limiter le travail de MSF et d'autres organisations humanitaires à Ghaza». L'article, qui rappelle le rôle de MSF dans la fourniture de «soins médicaux essentiels aux Palestiniens tout au long du génocide à Ghaza, grâce à un personnel international et local travaillant dans des hôpitaux à travers l'enclave assiégée», note, en citant des «données de transparence» de Google Search au Royaume Uni, que «l'Agence de publicité du gouvernement israélien finance une campagne publicitaire qui apparaît en première position sur le moteur de recherche lorsque les internautes recherchent des informations sur l'organisation».

Cette publicité renvoie à un rapport accusant MSF de «graves fautes professionnelles» à Ghaza et d'un comportement «contraire à l'éthique fondamentale de l'action humanitaire internationale» rédigé par une «Équipe interministérielle» israélienne et daté de décembre 2025, explique Declassified UK, un site dont l'objet est d'«enquêter sur les agences militaires et de renseignement britanniques, ses entreprises les plus puissantes et leur impact sur les droits de l'homme et l'environnement». Le rapport du gouvernement d'occupation sioniste reproche à MSF d'utiliser dans ses rapports et communiqués les termes «guerre génocidaire», «génocide» et «nettoyage ethnique», rapporte également l'article.

«Le rapport israélien fait également état d'«indices de liens» entre MSF et des «organisations terroristes» à Ghaza, notamment le Jihad islamique et le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)», note encore Declassified UK, et rappelle que ces accusations sont «similaires à celles formulées par Israël en 2023 afin de retirer le soutien international à l'UNRWA». «Le montant des dépenses du gouvernement israélien pour ces publicités reste inconnu», souligne l'article.

Diffusion par "France 2" de contre-vérités offensantes et provocatrices

Le chargé d'affaires de l'ambassade de France à Alger convoqué au MAE

Le Chargé d'affaires de l'ambassade de France à Alger a été reçu, ce samedi, au siège du ministère des Affaires étrangères (MAE), consécutivement à la diffusion par la chaîne publique "France 2" de ce qui est abusivement présenté comme un documentaire, mais qui n'est en réalité qu'un tissu de contre-vérités profondément offensantes et inutilement provocatrices", indique un communiqué du ministère. La convocation du diplomate français est intervenue consécutivement à la diffusion par la chaîne publique "France 2" de ce qui est abusivement présenté comme un documentaire, mais qui "n'est en réalité qu'un tissu de contre-vérités profondément offensantes et inutilement provocatrices", précise la même source.

Il a été fait observer au diplomate français l'extrême gravité de ce qui suit :

Premièrement : La responsabilité d'une chaîne de service public français dans cette véritable agression contre l'Etat algérien, ses institutions et ses symboles. Une agression que cette chaîne publique ne se serait jamais autorisée sans la complicité ou à tout le moins l'assentiment de sa tutelle publique.

Deuxièmement : Contrairement à toutes les pratiques et coutumes diplomatiques, la contribution de l'ambassade de France à Alger et celle de l'ambassadeur personnellement à l'animation de cette campagne outrageante menée par cette chaîne publique renforce le sentiment que celle-ci a bénéficié d'une onction de services officiels français.

Troisièmement : L'agissement de la chaîne française en cause représente une nouvelle étape dans l'escalade des menées anti-algériennes que des milieux officiels français entretiennent à des

Abdelkrim Zerzouri

Le lait infantile fait encore parler

Faut-il s'inquiéter en Afrique de ce lait infantile, de marques françaises, soupçonné de contenir une substance toxique, la «cé-réulide», qui entraîne des vomissements et des diarrhées chez les nourrissons, pouvant même entraîner d'éventuels décès ? Les symptômes en question ont été diagnostiqués chez les nourrissons, mais c'est le décès de deux nourrissons en France soupçonnés d'être liés au lait infantile qui a provoqué un retrait massif de plusieurs marques de lait infantile produites par des géants de l'agroalimentaire. Même si, à ce stade des enquêtes épidémiologique et judiciaire ouvertes en France à la suite des rappels ou retraits de la commercialisation, lancés par le groupe Lactalis et le géant Nestlé, notamment, rien ne permet de lier la cause du décès des deux nourrissons à la présence éventuelle de «cé-réulide» dans les laits infantiles ; l'affaire est jugée très grave. Selon certaines informations, on relève que les retraits des laits infantiles soupçonnés de contenir cette toxine ont touché plusieurs pays, dont l'Australie, le Chili, la Chine, la Colombie, la République du Congo, l'Équateur, l'Espagne, Madagascar, le Mexique, l'Ouzbékistan, le Pérou, la Géorgie, la Grèce, le Koweït, la République tchèque et

Taiwan, mais on ne sait pas si d'autres pays, notamment africains, sont concernés par ces rappels où les marques touchées par les rappels sont commercialisées d'une manière tout à fait régulière. Pour le moment, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ne s'est pas exprimée sur ce dossier, mais tous les pays, sans exception, doivent prendre leurs dispositions pour éviter tout drame lié à la consommation de ce lait infantile soupçonné de contenir la toxine dangereuse. C'est d'une catégorie très vulnérable (nourrissons) qu'on parle. En France, notamment, le dossier provoque un séisme dans l'industrie de l'agroalimentaire et une vague d'inquiétude au sein des familles, qui sont en alerte au moindre vomissement ou diarrhée constaté chez les nourrissons, malgré le fait que ces diagnostics sont assez courants à cet âge.

Alors qu'en Afrique, où plusieurs pays sont réputés pour leur négligence en matière d'importation de médicaments (contrefaits) et de produits agroalimentaires douteux, personne ne tire la sonnette d'alarme. L'Algérie a lancé sa première usine de lait infantile à Oran, en juillet dernier, ce qui devrait réduire ses importations de ce produit.

Amélioration des prestations et renforcement des contrôles Les instructions du ministre du Travail

M. Aziza

Dans le cadre de l'amélioration continue de la qualité du service public, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a donné des instructions visant à intensifier les contrôles sur le terrain, accélérer le processus de numérisation et faire face à tout dépassement susceptible de porter atteinte aux intérêts des usagers. À cet effet, le ministre a instruit l'Inspecteur général du travail de renforcer les sorties de terrain au niveau des lieux de travail, afin de veiller au respect de la législation du travail et à l'amélioration des conditions professionnelles. Ces actions doivent s'accompagner d'un renforcement des efforts de sensibilisation en direction des employeurs et des travailleurs, quant à l'obligation de se conformer aux lois et règlements garantissant les droits des travailleurs, notamment en matière de santé et de sécurité professionnelles et de protection contre les risques professionnels. Dans ce contexte, il convient de rappeler que les services de la sécurité sociale organisent chaque année des journées de sensibilisation au profit des entreprises. La plus récente a été consacrée au secteur du BTPH, considéré comme le

plus exposé aux accidents du travail, représentant 22% des cas à l'échelle nationale, selon la CNAS. Ces accidents sont principalement dus à la négligence de certains employeurs, en particulier l'absence de moyens de protection individuelle et collective. Les maladies professionnelles, notamment celles liées à l'exposition à l'amiante, constituent également un risque majeur pour les travailleurs de ce secteur. Ces instructions ont été données à l'issue d'une réunion de travail consacrée à l'évaluation des activités des cadres de l'administration centrale pour la période allant du 6 au 21 janvier 2026, selon un communiqué du département du Travail sur sa page officielle Facebook. Il s'agit de la troisième réunion du genre présidée par le ministre depuis le début du mois. Le 13 janvier dernier, M. Saihi avait présidé une réunion d'évaluation dédiée au suivi des activités de la CNAS, axée sur le bilan du mois de décembre 2025 et les grandes lignes du plan stratégique 2026-2030, portant sur la modernisation de la gestion, la généralisation de la numérisation et l'amélioration de la qualité du service public. Cette rencontre avait été précédée, le 6 janvier 2026, par une réunion consacrée à l'évaluation du niveau de mise en

œuvre des orientations ministérielles et à l'examen de la réalité du service public ainsi que de la prise en charge des préoccupations des usagers. Par ailleurs, le ministre a réitéré, lors de la réunion du jeudi dernier, ses instructions relatives au recours exclusif aux services numériques, à travers le développement de plateformes interactives permettant aux citoyens d'accéder à leurs droits à distance, avec plus de souplesse et de facilité. Il a également insisté sur la nécessité de renforcer la coordination intersectorielle, dans le cadre de l'échange de données et de documents entre administrations, afin d'éviter aux usagers la contrainte de fournir des documents déjà disponibles auprès des services publics. Dans le même sillage, M. Saihi a appelé à la création de pôles administratifs au niveau des nouvelles wilayas, regroupant l'ensemble des organismes sous tutelle en un seul lieu, dans le but de rapprocher l'administration du citoyen et de réduire les déplacements entre les différentes structures. Il a, par ailleurs, souligné l'importance capitale de la formation continue des ressources humaines du secteur, qu'il a qualifiée de pilier fondamental pour l'amélioration des performances et l'élévation durable de la qualité du service public.

Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Amendement technique de la Constitution Dix modifications proposées

El-Houari Dilmli

Le Premier ministre Sifi Ghrieb a présidé, hier samedi au Palais des Nations (Alger), l'ouverture des travaux d'une conférence nationale sur le projet de loi portant amendement technique de la Constitution et le projet de loi organique relatif au régime électoral. Les travaux de la conférence se sont déroulés en présence du directeur de cabinet de la Présidence de la République, Boualem Boualem, de membres du Gouvernement, des chefs de partis politiques, ainsi que du président par intérim de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), M. Karim Khelfane.

A cette occasion, le directeur de cabinet de la Présidence de la République a présenté un exposé comportant dix (10) propositions concernant l'amendement technique de la Constitution, dont «l'introduction de l'obligation de justifier d'un niveau d'instruction pour se porter candidat à la fonction de président de la République», «la définition des modalités de prestation de serment constitutionnel par la proposition des meilleures dispositions organisationnelles, en définissant l'instance devant laquelle le serment constitutionnel est prêté et la partie chargée de le prononcer». Les propositions comportent également «la possibilité pour le président de décider de convoquer des élections locales anticipées» et «la suppression de l'obligation d'obtenir l'avis conforme du Conseil supérieur de la magistrature pour les nominations aux fonctions supérieures ou dans le cadre des mouvements annuels des présidents de cours et des commissaires d'Etat, étant donné que le président de la République est le président du Conseil supérieur de la magistrature». Il a aussi été proposé de «porter le mandat du président du Conseil de la nation à six (6) ans, au lieu de trois (3) ans, afin d'assurer la continuité de l'expertise et d'éviter la rupture induite par le renouvellement partiel».

Les propositions incluent également «l'amélioration du cadre organisationnel de la session parlementaire ordinaire, avec davantage de souplesse pour son ouverture au mois de septembre, pour une durée de dix (10) mois». Il a en outre été proposé de «revoir la composition du Conseil supérieur de la magistrature, avec la suppression de trois (3) catégories, à savoir les membres désignés par les présidents des deux chambres du Parlement, la représentation syndicale et le président du Conseil national des droits de l'Homme, tout en intégrant le procureur général près la Cour suprême en tant que membre». S'agissant de l'Autorité nationale indépendante des élections, à laquelle la Constitution de 2020 a confié la mission de préparer, d'organiser, de gérer et de superviser l'opération électorale sans toutefois définir son rôle de contrôle, «il est proposé, pour combler ce vide, d'élargir ses prérogatives en matière de contrôle et de confier la préparation ma-

térielle et logistique à l'administration». Le projet d'amendement technique de la Constitution propose, par ailleurs, «l'introduction d'une disposition transitoire applicable le cas échéant pour combler le vide constitutionnel et conférer un fondement au renouvellement par moitié des membres élus du Conseil de la nation en cours de premier mandat après la troisième année, en consécration du principe de continuité des institutions de l'Etat et afin d'éviter toute rupture».

Il est en outre proposé «l'introduction d'une disposition transitoire visant à définir les délais de mise en conformité des institutions et instances dont le statut juridique ou la composition ont connu des changements, en prévoyant que cette mise en conformité s'effectue dans des délais raisonnables». Intervenant lors des débats, le PM a affirmé que les amendements proposés «incarnent la volonté ferme de l'Etat de continuer à renforcer le processus démocratique». Sifi a déclaré devant les chefs de partis politiques participant aux débats que «cet événement important était dédié à la présentation et à l'explication des contenus de la modification technique de la constitution et de la loi organique sur les élections», précisant que «l'ancrage de l'Etat de droit sur des bases solides et le développement continu et réussi du système juridique font partie des objectifs de ces modifications», ajoutant que la Constitution de 2020 est «une initiative historique, un acquis national et un pilier essentiel pour renforcer la pratique démocratique». Le Premier ministre a ajouté que «les réformes de la Constitution de 2020 ont consacré l'Etat de droit et la force des institutions de l'Etat, et que la Constitution a garanti les libertés et les droits, tout en renforçant la dynamique politique et le rôle de la société civile». Il a également affirmé que «l'équilibre des pouvoirs est l'un des piliers de la construction constitutionnelle».

En ce qui concerne le processus électoral, le PM a expliqué que «les aspects matériels et logistiques du processus électoral ont été confiés au ministère de l'Intérieur avec la garantie de fournir tous les moyens nécessaires, tout en permettant à l'Autorité nationale indépendante des élections d'exercer ses fonctions de supervision et de contrôle conformément à ce que stipule la Constitution». Sifi a souligné que le succès des réformes «dépend de l'engagement de tous les acteurs, y compris les institutions, les partis politiques, la société civile et les médias, appelant à un dialogue responsable et positif au service de l'intérêt national supérieur».

Et de conclure son intervention par «l'engagement du gouvernement à poursuivre l'approche réformatrice et à interagir positivement avec les modifications proposées, considérant que ces modifications contribuent à renforcer la stabilité politique et à soutenir le parcours de développement, et s'inscrivent dans le cadre de l'achèvement de la construction institutionnelle après cinq ans de l'adoption de la Constitution de 2020».

Exploitation de la mine de Gara Djebilet Entrée dans la phase effective dans un délai record

A. Z.

L'exploitation de la mine de Gara Djebilet est entrée dans sa phase effective dans un délai record. C'est ce qui a été souligné par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud.

Lors d'une visite effectuée vendredi dernier à Tindouf, en compagnie d'une importante délégation ministérielle comprenant le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, ainsi que la secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines chargée des Mines Karima Bakir Tafer, M. Sayoud a affirmé que le projet d'exploitation de cette mine stratégique contribuera de manière significative à une transformation profonde de la carte économique et sociale du sud-ouest du pays, ainsi que de l'Algérie dans son ensemble. Non sans préciser que, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie a effectivement engagé l'exploitation de ses richesses minières et leur mise en valeur opérationnelle. Le ministre a relevé dans ce sillage que, lors des prochaines étapes, le projet d'exploitation de la mine de phosphate de Bled El Hadba, à l'est du pays, sera également lancé dans le cadre d'une vision nationale globale visant à diversifier l'économie nationale et à réduire la dépendance aux hy-

drocarbures. Dans ce cadre, le ministre a souligné que les réalisations accomplies l'ont été en un laps de temps très court, annonçant l'entrée prochaine en service de la ligne minière.

Il a précisé que le raccordement de la mine de Gara Djebilet au réseau ferroviaire national permettra l'acheminement du minerai de fer depuis l'extrême Sud-Ouest vers Oran, puis vers les autres wilayas du pays.

M. Sayoud s'est dit «particulièrement fier de cette réalisation historique», à savoir la construction d'une ligne ferroviaire d'environ 940 km en moins de deux ans. Il a estimé que «l'exploitation de la mine de Gara Djebilet, longtemps considérée comme un rêve par les Algériens, est aujourd'hui devenue une réalité tangible grâce à la forte implication de l'Etat et à la mobilisation de compétences et d'entreprises nationales, tant sur le plan humain que matériel». Il a, par ailleurs, salué le rôle central joué par les cadres et la jeunesse algérienne dans la concrétisation de ces projets stratégiques, affirmant que les acquis enregistrés ouvriront de nouvelles perspectives à une économie nationale diversifiée.

DIVERS ASPECTS TECHNIQUES PASSÉS EN REVUE

La délégation ministérielle avait entamé sa visite de terrain dans la wilaya de Tindouf par l'inspection de la gare ferroviaire du chef-lieu de wilaya, où des explications détaillées ont été fournies sur les différentes installations mises à la disposition des

voyageurs. Elle a ensuite effectué un voyage d'essai en train reliant Tindouf à Gara Djebilet.

La visite s'est poursuivie par l'inspection du projet de la voie ferrée et de la gare ferroviaire de Gara Djebilet, avant de s'achever par une halte au niveau du site de chargement des premières expéditions de minerai de fer dans la même zone.

Notons que les divers aspects techniques liés aux préparatifs de la mise en exploitation officielle de la ligne ferroviaire minière Ouest reliant Bechar-Tindouf-Gara Djebilet (950 km) ont été passés en revue, vendredi, lors de cette visite de travail dans la wilaya de Bechar. La délégation a évalué, sur le terrain, l'état d'avancement des travaux de la ligne minière Ouest et la disponibilité des infrastructures ferroviaires, notamment au niveau de la gare «Menai Mohamed» de Bechar.

Notons que les membres du gouvernement étaient accompagnés du directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, et du directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Bourelaf, et que la délégation a rejoint Bechar en provenance de la wilaya de Tindouf, où elle a inspecté la gare ferroviaire du chef-lieu de wilaya, avant d'effectuer un voyage d'essai à bord d'un train reliant Tindouf à Gara Djebilet. La visite s'est poursuivie par l'inspection du projet de la voie ferrée et de la gare ferroviaire de Gara Djebilet, pour s'achever par une halte au niveau du site de chargement des premières expéditions de minerai de fer dans la même zone.

Raïna
Raïkoum
El-Houari Dilmli

Au point mort!

mène ont montré leurs limites. Ainsi, les autorités du

pays pensent avoir trouvé la parade en criminalisant tout comportement dans la conduite, notamment en ce qui concerne les moyens de transport collectif et scolaire.

Parce qu'il s'agit, d'abord, du facteur humain responsable de la quasi-totalité des accidents mortels, même les imams seront - pour la énième fois - mis à contribution pour aider à la sensibilisation. On menace même de «sanctionner les employeurs qui recrutent des conducteurs sans s'assurer, au préalable, de leur état de santé psychologique et psychiatrique et de leur parcours professionnel». Mais tout ça risque bien de rester de la simple rhétorique dans un pays où, il est vrai, la santé mentale de l'Algérien est à l'origine de beaucoup de dérèglements dans notre vie sociétale, du préscolaire jusqu'à l'université, de l'épicier jusqu'à l'imam, du petit bureaucrate jusqu'au plus gradé des cols blancs !

Vents forts sur des wilayas du pays

Des vents forts, parfois en rafales, avec de fréquents soulèvements de sable réduisant localement la visibilité, notamment sur le Sud, souffleront sur quelques wilayas, aujourd'hui et demain,

indique samedi, un Bulletin météorologique spécial (BMS), émis par l'Office national de météorologie. De niveau de vigilance «Orange», le BMS concerne les wilayas de Naama, El Bayadh, Laghouat, Djelfa,

M'Sila et Ouled Djellal, avec une direction et force des vents nord-ouest 60/70 km/h, atteignant ou dépassant parfois 90 km/h en rafales, et ce, de dimanche à 03h00 à lundi à 06h00, au moins.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE ET
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS WILAYA D'ORAN
IDENTIFICATION FISCALE N° : 0998 3101925905

AVIS APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES N°: 01 /DEP/2026

La direction des équipements publics de la Wilaya D'ORAN lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales pour :

REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 02 au niveau du site 937 LPL COMMUNE DE BENFREHA WILAYA D'ORAN (cités d'habitat intégrées) - en lots séparés

LOT 01 : BLOC ADMINISTRATIF + BLOC PEDAGOGIQUE + BLOC SANITAIRES, ANNEXES + V.R.D + AMENAGEMENT EXTERIEUR + CANTINE + TERRAIN DE SPORT
LOT 02 : 03 LOGEMENTS D'ASTREINTES (2 F3 + 1 F4)

NB : 1- Le soumissionnaire peut soumissionner pour un ou plusieurs lots mais ne peut être retenu que par un seul lot.

2- l'évaluation se fera selon l'ordre chronologique des lots.

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres disposant des conditions d'éligibilités suivantes :

A/ CAS DE SOUMISSION SEULE:

Lot N°01 :

- 1) Capacité professionnelle : Avoir un certificat de qualification et classification professionnelle catégorie quatre (04) ou plus en bâtiment Activité principale en cours de validité à la date d'ouverture des plis.
- 2) Capacités Techniques : Référence professionnelles : Ayant déjà réalisé, au moins un projet en bâtiment d'un montant égal ou supérieur à 60.000.000,00 DA justifier par une attestation de bonne exécution délivrée par les maîtres d'ouvrages publics.
- 3) Capacités Financière : Avoir un cumule des chiffres d'affaires des 03 dernières années dépassant ou égalant 100.000.000,00 DA.

Lot N°02 :

- 1) Capacité professionnelle : Avoir un certificat de qualification et classification professionnelle catégorie trois (03) ou plus en bâtiment activité principale en cours de validité à la date d'ouverture des plis.
- 2) Capacités Techniques : Référence professionnelles : Ayant déjà réalisé, au moins un projet en bâtiment d'un montant égal ou supérieur à 10.000.000,00 DA justifier par une attestation de bonne exécution délivrée par les maîtres d'ouvrages publics.
- 3) Capacités Financière : Avoir un cumule des chiffres d'affaires des 03 dernières années dépassant ou égalant 7.000.000,00 DA.

B/ CAS DE SOUMISSION DANS LE CADRE D'UN GROUPEMENT D'ENTREPRISE :

Pour être éligible, le Chef de file devra répondre aux conditions fixées dans l'article 04-A du cahier des charges, chaque membre du Groupement solidaire doit avoir un certificat de qualification et classification professionnelle catégorie trois (03) ou plus en bâtiment comme activité principale pour le lot N°01 et catégorie deux (02) ou plus en bâtiment comme activité principale pour le lot N°02.

Peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya D'ORAN, Sise Hai El Yasmine Pose 52, Route Du Tramway -Oran

Le cahier des charges doit être retiré par le soumissionnaire ou son représentant dûment désigné, dans le cas de groupement, le cahier de charge doit être retiré par le mandataire ou son représentant dûment désigné. Les offres doivent comporter trois (03) enveloppes intérieures séparées portant l'objet de l'appel D'offres ainsi que selon le cas, la mention : « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière ».

Chaque offre est insérée dans une enveloppe fermée et cachetée, Les trois (03) enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante.

A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES N° : 01 /DEP/2026,

REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 02 au niveau du site 937 LPL COMMUNE DE BENFREHA WILAYA D'ORAN (cités d'habitat intégrées) - en lots séparés

LOT N° :

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :

A-DOSSIER DE CANDIDATURE DOIT COMPRENDRE :

- La déclaration de candidature, conforme au modèle joint au cahier des charges, signée, cachetée et datée.
- La déclaration de probité conforme au modèle joint au cahier des charges, signée, cachetée et datée.
- Copie de statut de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une personne morale ou société.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats et les sous-traitant
- a/ **Capacités professionnelles :** certificat de qualification et de classification professionnellement cours de validité à la date d'ouverture des plis, activité principale en bâtiment, catégorie Quatre (IV ou plus) pour le Lot N°01, catégorie Trois (III ou plus) pour le Lot N°02 et N°03.
- b/ **Capacités financières :**
 - ❖ Moyens financiers justifiés par les bilans financiers des trois (03) dernières années année certifié par services des impôts
 - ❖ Copie des bilans des impôts des trois dernières années ou l'attestation de situation fiscale (CN°20), indiquant le chiffre d'affaires des trois dernières années.
- c/ **Capacités techniques :**
 - ❖ Copies des attestations de mise à jour (CASNOS, CNAS et CACOBATH) en cours de validité à la date d'ouverture des plis.
 - ❖ Etat des moyens humains de l'entreprise justifiée par des affiliations des salariés vis-à-vis la CNAS datée 03 mois à la date d'ouverture des plis, accompagnée par des copies de succès ou des diplômes pour l'encadrement clé de l'entreprise délivrées par l'employeur.
 - ❖ Moyens matériels mis à la disposition du projet justifié par les copies des cartes grises + assurances pour matériel roulant en cours de validité à la date d'ouverture des plis et PV d'huissier de justice ou un expert pour le matériel non roulant, au nom de l'entreprise d'une durée de validité d'une année à la date d'ouverture des plis.
 - ❖ Références professionnelles : attestations de bonnes exécutions des travaux en bâtiment délivrés par les maîtres de l'ouvrage publics.
- 1. Copie du registre de commerce électronique
- 2. Un exemplaire du protocole d'accord liant les membres du groupement dans le cas d'un groupement.
- 3. Copie de l'attestation de dépôt des comptes sociaux, délivrée par l'antenne du registre de commerce (CNRC) pour les sociétés commerciales de l'année considérée.

B-OFFRE TECHNIQUE DOIT COMPRENDRE :

1. La déclaration à souscrire, conforme au modèle joint au cahier des charges, signée, cachetée et datée.
2. Mémoire technique justificatif signée, cachetée et datée, conformément à l'article 33.
3. Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté », le cachet, la signature du soumissionnaire et la date.
4. Délai de réalisation accompagné d'un planning des travaux.

NB/ le dossier technique ne doit comporter aucune référence ou indication au montant de l'offre.

C-OFFRE FINANCIERE DOIT COMPRENDRE :

1. Lettre de soumission conforme au modèle joint au cahier des charges, signée, cachetée, datée et remplie.
2. Le bordereau des prix unitaires, rempli, signé, daté et cacheté (BPU)
3. Le détail quantitatif et estimatif, rempli, signé, daté et cacheté (DQE)

La durée de préparation des offres est à dix (10) jours qui court à partir de la date de la première publication du présent avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou l'un des quotidiens nationaux.

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres avant 12h00mn, cette date est tacitement reportée au premier jour ouvrable, dans le cas où le jour du dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour repos légal.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis (Offre de candidature, offre technique et l'offre financière) à une seule séance, qui se fera le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à 14h00 au siège de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya D'ORAN. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, l'ouverture des plis sera reportée au jour ouvrable suivant à la même heure 14h00 mn

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.

N.B.:

- Pour plus d'information, les soumissionnaires doivent référer aux dispositions de cahier des charges.
- Le soumissionnaire peut participer pour un lot ou plusieurs lots, et ne sera attributaire que d'un seul lot par un ordre chronologique.

LE DIRECTEUR

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ORAN
DAIRA BOU-TLELIS
COMMUNE BOU-TLELIS

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales

N.I.F : 0963 1324 9092 120

Le chargé de la gestion des affaires De la commune de Bou-Tlélis lance Un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

- 1) CONTROLE ET ACHEVEMENT DE REALISATION CANALE DES EAUX PLUVIALES RUE LA GARE BOUTLELIS CENTRE (3EME TRANCHE)
- 2) CONTROLE ET ACHEVEMENT REALISATION CANAL DES EAUX PLUVIALES POUR LA PROTECTION DE HAI CHEIKHE BENKHLIFA CONTRE LES INONDATIONS (2^{EME} TRANCHE)

Tous les soumissionnaires peuvent retirer les cahiers des charges auprès du service marché de la commune de BouTlelis contre le paiement de 10.000,00 DA, les offres doivent comporter dossier de cadidature, offre technique et offre financière accompagnées des documents en cours de validité.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE : le candidat doit répondre aux conditions suivantes :

- * Disposer d'un certificat de qualification et classification professionnel dans le domaine de l'hydraulique comme activité principale de catégorie Deux (02) et plus en cours de validité

*Avoir réalisé au moins deux (02) projets similaires et plus justifier par des attestations de bonne exécution délivrée par le maitre d'ouvrage public.

* Avoir rempli complètement le mémoire technique justificatif qui fait une présentation du soumissionnaire et de ces capacités Techniques doit être remplis et signée (selon le modèle ci-joint) cachetée, datée, lettre de soumission, la déclaration à souscrire et déclaration de candidature, déclaration de probité doit être renseigné, daté et signé

- * Avoir rempli le bordereau des prix unitaires en lettres.

* Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un ou plusieurs projets avec les moyens humaines et matériels identiques et ne peuvent être retenus qu'un seul projet, En cas d'une domination d'un soumissionnaire, le service contractant à droit de limiter l'attribution pour un seul Projet pour le soumissionnaire dominant et moins-distant dans tout les projets selon projet plus avantageux

1) - Le dossier de candidature contient :

- 01-Déclaration de candidature remplis et signée (selon le modèle ci-joint) cachetée, datée.
- 02-Déclaration de probité remplis et signée (selon le modèle ci-joint) cachetée, datée.
- 03-Fiche de renseignements sur le soumissionnaire, et déclaration de pouvoir dûment renseignée daté et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire (ci-joint modèle)
- 04-Déclaration de sous-traitant remplis et signée (selon le modèle ci-joint) cachetée, datée
- 05-Liste des moyens humains+Diplômes de l'encadrement techniques à mobiliser pour le projet (affiliés à la CNAS) ainsi que la déclaration de l'effectif d'ouvrier selon la spécialité et la période d'intervention.
- 06-Listes des moyens matériels propres à l'entreprise, à mobiliser pour le projet appuyé de toutes pièces justificatives (copie des cartes grises, et assurances, factures et le PV d'inventaire pour le matériel non roulant).
- 07-Références professionnelles de l'entreprise (seules les attestations de bonne exécution signés et délivrées par les Maîtres de l'ouvrage publics et de même envergure seront prises en considération).
- 08-Une copie du Registre de commerce électronique (visé) portant activité conforme aux prestations demandées.
- 09-Une copie du statut pour les sociétés (S.P.A-SARL-EURL)
- 10-Une copie originale de l'extrait du casier judiciaire du signataire de la soumission de moins de trois mois.
- 11-Une copie des bilans fiscaux des trois derniers exercices, dûment visés par les services fiscaux (2022-2023-2024).
- 12-Une copie d'attestation justifiant le dépôt des comptes sociaux de dernière année pour les sociétés (SPA, SARL, EURL) délivrée par les antennes locales du centre national du registre de commerce.
- 13-Une copie de l'extrait de rôle apuré ou avec échéancier de paiement (lieu de résidence).
- 14-Une copie de casier judiciaire
- 15-Une copie de la carte d'identification fiscale (NIF).
- 16-Une copie certificat de qualification et classification professionnelle de l'entreprise Deux (02) et plus en Hydraulique Principal en cours de validité
- 17-Attestation de mise à jour : CNAS + CASNOS + CACOBATH en cours de validité.
- 1- Copie de quittance 10.000 DA du retrait du cahier des charges.

NB : Les copies des documents fournies doivent être en cours de validité.

Les micro entreprises doivent présenter le dossier justifiant leur existence pour bénéficier des dispositions de l'article 87 du décret présidentiel N° 15-247 du 2 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

2) Offre Technique :

- Une déclaration à souscrire remplis et signée (selon le modèle ci-joint).
- Un mémoire technique justificatif qui fait une présentation du soumissionnaire et de ces capacités Techniques.

- Un délai d'exécution des travaux + planning de réalisation.

- Le présent cahier des charges paraphé par le soumissionnaire annexé de ses spécifications

Techniques et cahier des prescriptions spéciales avec précision des délais de réalisation, portant la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »

1) Offre Financière :

- 1- La Soumission remplie, cachetée signée et datée (selon le modèle ci-joint).
- 2- Bordereau des prix unitaires dûment rempli et visé.
- 3- Détail quantitatif et estimatif dûment rempli et visé.

Le soumissionnaire devra soigneusement examiner toutes les instructions, conditions, modèles, termes spécifications et plans figurant au dossier d'appel d'offres.

NB : il est précisé que les offres devront être déposées directement le jour de dépôt avant l'heure limite de dépôt de offres

La présentation d'une offre non conforme au contenu du dossier de soumission sera rejetée.

Chaque offre est insérée dans une enveloppe fermée et cachetée, indiquant la référence et l'objet de l'avis de consultation ainsi que la mention « candidature » « technique » ou « financière », selon le cas. Les Trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres – Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°..... L'objet de la ives d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales.....»

et déposées à l'adresse suivante : Le chargé de la gestion des affaires De la commune de la commune de Bou-Tlélis

La durée de préparation des offres est fixée Dix (10) jours à partir de la première publication dans la presse Le dépôt des offres correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres avant (13H30), si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant

L'ouverture des plis techniques et financières se fera la même date que la date dépôt des offres, soit le dernier jour de la durée de préparation des offres à (14H00), au siège de la commune de Bou-Tlélis, en présence de l'ensemble des soumissionnaires, toute offre incomplète ne sera pas prise en considération, les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois à compter de la date de dépôt des offres

Fait à Bou-Tlélis Le

De la commune Le chargé de la gestion des affaires

Batna

Centre anti-cancer: plus de 2 milliards de DA pour des équipements

Un investissement public de 2,3 milliards de dinars vient d'être consenti pour le renouvellement des 3 accélérateurs linéaires de particules (dispositifs médicaux utilisés en radiothérapie) du centre régional de lutte contre le cancer "Défunt Moudjahid Dr Belkacem Hamdiken" de Batna, a indiqué, samedi, le directeur de la santé et de la population, Hamdi Chagouri.

L'opération s'inscrit dans le cadre du programme du Fonds national de lutte contre le cancer pour les années 2025 et 2026 prévoyant l'acquisition de 2 accélérateurs pour une valeur de 1,4 milliard de dinars. Des équipements qui devraient être mis en service "au cours du 3ème trimestre de l'année en cours au plus tard", les procédures administratives inhérentes à cet investissement ayant été dûment complétées, a ajouté le même responsable dans une déclaration à l'APS. Les procédures préalables à l'acquisition d'un 3ème accélérateur pour une somme de 900 millions de dinars seront également entamées "dans les prochains jours", selon M. Chagouri qui a souligné que l'objectif du renouvelle-



ment des trois accélérateurs est "d'améliorer les conditions de prise en charge des patients atteints d'un cancer traités par radiothérapie, en leur permettant, notamment, de bénéficier de leurs séances dans les délais appropriés". Le même responsable a également fait savoir qu'un autre montant de 1,61 mil-

liard de dinars a été alloué, cette année dans le cadre du même programme, pour l'achat des médicaments nécessaires aux patients cancéreux et ce, via la pharmacie centrale des hôpitaux. Pour rappel, le centre régional de lutte contre le cancer de Batna, opérationnel depuis 2012, dispose de 240 lits.

El Tarf

Projet de renouvellement du réseau d'eau à Chihani

La commune de Chihani a bénéficié d'un projet portant sur le renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) afin de garantir un approvisionnement régulier des habitants de cette collectivité, a-t-on indiqué samedi, à la direction de l'hydraulique.

Selon le chef du service de l'AEP,

Hicham Rekab, ce projet a nécessité un budget de 35 millions de dinars dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales.

Devant être entamé "début mars prochain", ce projet vise à éliminer les fuites d'eau à travers le réseau de distribution, selon la même source qui a ajouté que les

travaux de renouvellement seront menés sur une distance de 6 km.

Une fois achevé et réceptionné "avant l'été 2026", ce projet "améliorera notablement le débit d'eau au profit d'une population de 3.000 âmes résidant dans le centre de la commune de Chihani, approvisionnée depuis 3 puits artésiens", selon M. Rekab.

Annaba

Réhabilitation annoncée de l'hôpital «mère et enfant» d'El Bouni

Une vaste opération de réhabilitation et de modernisation de l'Établissement hospitalier spécialisé (EHS) Mère et Enfant "le défunt Moudjahid Abdallah Nouaouria" d'El Bouni sera entamée «dans les prochains jours», selon la directrice de cet établissement de santé, Ahlam Guemidi.

La responsable a précisé, à l'APS, que l'opération de réhabilitation inclura, au titre d'une première phase, les services de maternité et de post-partum afin de garantir une meilleure prise en charge médicale, avant d'ajouter

que l'opération inclut également la réhabilitation du service de stérilisation, ce qui permettra de garantir la qualité et la sécurité des interventions chirurgicales programmées dans les services de chirurgie pédiatrique et de gynécologie-obstétrique.

La directrice de l'EHS a également fait savoir que cette action de réhabilitation a nécessité un investissement public initial de 50 millions de dinars, précisant que l'établissement recevra "bientôt" un nouveau scanner afin de renforcer les moyens de dépistage

précoce du cancer du sein et du col de l'utérus.

Selon Mme Guemidi, les services de l'EHS ont aménagé, au sein de la structure, un espace adapté destiné à l'installation de cet appareil acquis dans le cadre de la mise en œuvre du plan national de lutte contre le cancer, du rapprochement des services médicaux spécialisés des citoyens, de l'allègement du fardeau des déplacements vers les grands centres hospitaliers et de la garantie d'une prise en charge sanitaire de proximité rapide et efficace.

Touggourt

Plus de 2.340 nouvelles places de Formation

Pas moins de 2.347 nouvelles places de formation, toutes formules confondues, sont offertes dans la wilaya de Touggourt au titre de la session de la formation professionnelle de février 2026, selon la direction locale de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP).

Parmi ces offres de formation, 1.456 sont sanctionnées de diplômes, dont 616 en formation par apprentissage, 335 en formation résidentielle et 205 en cours du soir et formation passerelle, a détaillé le chef du bureau d'orienta-

tion à la DFEP, Salem Mengaâ.

En matière de formation qualifiante, 1.191 places sont prévues pour la formation couronnée de certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et 300 places pour la qualification des bénéficiaires de l'allocation chômage, la formation de la femme au foyer, la formation en zones rurales et la formation destinée aux pensionnaires des établissements de rééducation. La nomenclature de la formation professionnelle sera étoffée, au titre de cette session, par l'ouverture de nouvelles spéciali-

tés dans divers domaines, dont l'aquaculture, le contrôle de la construction, la comptabilité-gestion, et le jardinage en vue de répondre aux besoins du marché de l'emploi.

La DFEP de Touggourt entend lancer, en prévision de la prochaine session, des campagnes d'information et de sensibilisation à travers les établissements de la formation, à travers des caravanes et des portes ouvertes, pour vulgariser les offres et spécialités disponibles et l'encouragement des jeunes à la formation.

Bouira

Des projets pour Ouled Rached et El Asnam

Plusieurs projets de développement dans les secteurs de la santé, du sport, de l'urbanisme et de l'éducation, ont été lancés en fin de semaine dans les communes d'Ouled Rached et d'El Asnam, lors d'une visite des autorités locales de la wilaya dans ces deux régions.

Lors de la première étape de sa visite, à Ouled Rached, la wali de Bouira, Mme Houria Aggoune, accompagnée de plusieurs responsables, a inspecté d'anciens locaux professionnels inexploités qui seront transformés en une salle de soins pour la population de la commune. "Nous avons déjà donné notre accord pour la réalisation de cette future salle de soins, qui figure parmi les projets prioritaires destinés à la commune d'Ouled Rached, dans l'objectif de répondre aux préoccupations des habitants locaux", a assuré Mme Aggoune.

Un délai de 3 mois a été accordé à l'entreprise réalisatrice pour concrétiser le projet, selon les détails recueillis lors de la visite.

Par ailleurs, les jeunes sportifs de la même commune ont bénéficié d'un stade communal inauguré dans la matinée par les autorités locales. Revêtu de gazon synthétique, il a été baptisé du nom du chahid Hebbache Arezki.

Dans le secteur des travaux publics et de l'urbanisme, la commune d'Ouled Rached a bénéficié d'un projet d'aménagement du principal boulevard de la ville menant à la localité d'Ouled Abdellah en passant par Ighil Iheddaden, sur une distance de 1400 mètres, selon les responsables du projet. Sur le

site du projet, Mme Aggoune a appelé à une coordination entre les différents services, secteurs et la société civile, afin de prendre en charge les doléances de la population de cette commune.

La même responsable s'est ensuite rendue dans la commune d'El Asnam, où elle a supervisé le lancement d'un projet de réalisation d'un groupe scolaire dans la cité des 60 logements de la ville. Ce projet devra être achevé dans six mois.

La cheffe de l'exécutif s'est également enquis de l'avancement des travaux de réalisation de 18 logements de type publics-locatifs, qui devraient être distribués en juillet prochain, selon les informations recueillies sur place.

La wali a également inspecté le projet de réhabilitation de la voie reliant la route nationale RN5 à la polyclinique (de la commune) et à la forêt d'Ouled Ziane, sur une distance de 1.350 mètres. "Ce projet est destiné à faire sortir de l'isolement quelque 5000 habitants de la zone sud de la commune d'El Asnam et du village de Guemgouma, et à les relier au chemin de wilaya (CW) 24 menant vers Ath Leksar", a encore expliqué Mme Aggoune.

Toujours dans la commune d'El Asnam, le CW 21 a, lui aussi, bénéficié d'une opération de réhabilitation sur un tronçon de 9 km, pour une enveloppe financière de 72 millions, selon le directeur des travaux publics, Nouredine Gasmi. "Le délai accordé à l'entreprise réalisatrice est de six (06) mois pour parachever les travaux de ce projet", a-t-il conclu.

Cinq personnes intoxiquées au monoxyde de carbone

Farid Haddouche

Des éléments de la protection civile sont intervenus dans la matinée d'hier vers 5h56 à la suite d'une intoxication au monoxyde de carbone provoqué par un chauffe-eau dans le hameau de

Ras Bouira, qui se situe dans la commune de Bouira. Cinq personnes, âgées de 15 à 49 ans, ont été intoxiquées et présentaient des difficultés respiratoires. Elles ont été prises en charge et évacuées à l'hôpital Mohamed Boudiaf de Bouira.

Illizi

Les chantiers d'une cour de justice et d'un hôpital inspectés

Plusieurs projets de développement sont en cours de réalisation dans le chef-lieu de la wilaya d'Illizi, en vue de renforcer les infrastructures et améliorer la qualité du service public, selon les services de la wilaya.

Le wali d'Illizi, Ahcene Khalidi, a inspecté en fin de semaine les projets en cours pour suivre l'état de leur avancement, et ce, en compagnie du président de la Cour et du procureur général de la Cour d'Illizi, ainsi que des directeurs exécutifs concernés. Il a notamment inspecté le projet de réalisation de la Cour de justice, celui d'un hôpital de 120 lits, le projet de réhabilitation de la route à double voie au quartier Essalam,

ainsi que des périmètres agricoles et l'abattoir communal situé sur la route de Tin-Tourha.

Lors de cette visite de terrain, le wali a mis l'accent sur l'accélération du rythme de réalisation des projets en cours, dans le respect des normes techniques en vigueur, afin de garantir leur livraison dans les délais impartis et leur mise en service.

Il a également insisté sur l'accompagnement des investisseurs dans les périmètres agricoles, conformément aux lois et réglementations en vigueur, appelant aussi au strict respect des conditions d'hygiène au niveau de l'abattoir communal, afin de préserver la santé publique et la salubrité de l'environnement.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

06 chaâbane 1447				
El Fedjr 06h26	Dohr 13h00	Assar 15h45	Maghreb 18h08	Icha 19h30



Projet doté d'une enveloppe de 250 milliards Vers la connexion de la ZI de Tafraoui avec l'autoroute Est-Ouest et les deux rocades

L'opération relève d'un important programme du secteur local des Travaux publics au titre de l'année 2026, avec une dotation financière globale dépassant les 6 milliards de DA.

Ce plan ambitieux, inscrit dans la stratégie de développement local, vise à renforcer les infrastructures du réseau routier et autoroutier de la wilaya d'Oran et à soutenir les axes économiques stratégiques du territoire.

Houari Saaïdia

Ainsi, une enveloppe financière de 2,5 milliards de DA sera dégagée pour la mise en place d'une connexion directe de la zone industrielle de Tafraoui avec l'autoroute Est-Ouest par le biais d'un projet dont les procédures de marché seront lancées début 2026.

En plein processus d'aménagement, la ZI de Tafraoui jette les bases d'un futur pôle économique multisectoriel dans la région Sud d'Oran. Mais c'est aller trop vite en besogne que de dire qu'un tel pôle existe déjà ou est imminent, tant l'œuvre en est encore à ses premiers coups de pinceau. C'est une entreprise hyper-coûteuse et de longue haleine. Pour l'heure, l'un des éléments manquants du tableau : une connexion routière répondant aux normes. Cela n'a pas échappé aux pouvoirs publics qui ont déjà conçu une solution : une liaison directe entre ce parc économique et l'autoroute Est-Ouest. En plein essor depuis l'implantation de l'usine Fiat, qui joue dès lors un rôle d'entraînement allant bien-delà de la petite sphère liée au réseau de sous-traitance de la construction automobile, la Zone industrielle de Tafraoui aux contours géométriques encore ouverts ne pouvait plus s'accommoder avec la configuration routière obsolète qui la connecte à la métropole. Une vieille petite route à double sens usée jusqu'au corps de chaussée qui dessert sur son passage le patelin d'El-Hamoul et d'innombrables hameaux épars, accessible par une bretelle à partir d'un échangeur en pont sur la RN 4 reliant Oran à Oued Tlélat. Tel est jusqu'ici le passage obligé pour rallier la ZI de Tafraoui, mais également des dizaines d'entités industrielles et de plateformes logistiques pignon sur rue installés tout au long de l'axe qui se prolonge jusqu'aux frontières avec la wilaya d'Ain Témouchent via Tamzourah. La situation était déjà compliquée mais avec l'arrivée de Fiat elle est devenue tout simplement intenable. Et, en tout cas, encore plus handicapante pour la dynamique économique induite sur

son sillage par l'émergence d'un grand parc industriel en devenir. Il fallait donc rectifier le tir par la mise en place d'une voie d'accès appropriée afin de fluidifier le trafic de transport de marchandises et le mouvement de va-et-vient vers ce nouveau pôle. Un acte qui aurait dû être accompli antérieurement dans le cadre d'une étude globale d'aménagement d'une nouvelle ZI comprenant, cela s'entend, le module accessibilité.

ETUDE FICELÉE ET FINANCEMENT ACCORDÉ

Devant le fait accompli et pour parer au plus pressant, une étude a été confiée au CTPP (Organisme national de contrôle technique des travaux publics) pour concevoir une liaison autoroutière directe entre la ZI de Tafraoui et la RN 4, et par effet d'interconnexion l'Autoroute Est-Ouest (AEO) et la pénétrante du port d'Oran. L'étude est désormais ficelée et approuvée localement et la wilaya a par le biais de la direction des Travaux publics (DTP) a officiellement sollicité, sur la base d'un dossier transmis à sa tutelle (le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base), l'inscription de l'opération, pour un coût estimatif de l'ordre de 2,5 milliards de DA, avec comme intitulé officiel du projet « dédoublement de la RN 108 à partir de l'échangeur El-Hamoul/RN 4 jusqu'aux frontières avec la wilaya d'Ain Témouchent ». Longue de 13 km, cette nouvelle liaison autoroutière est projetée à partir de la RN 4 dans l'optique d'une meilleure interconnexion de la Zone industrielle de Tafraoui avec le réseau routier local et inter-wilayas, notamment les grandes voies de transport que sont l'autoroute Est-Ouest et la pénétrante portuaire. L'étude d'avant-projet définitif (APD) étant finalisée. Elle aura pour point de départ la bretelle à hauteur de l'échangeur El-Hamoul/Tafraoui sur la route nationale n°4 (RN 4) et s'étendra sur 13 km en tracé autoroutier neuf contournant le village d'El-Hamoul et les patelins épars pour aboutir jusqu'à la Zone industrielle de Tafraoui, avec com-

me objectif principal la fluidification du trafic de transport de marchandises et partant la réduction du temps de déplacement. En fait, l'étude prévoit deux variantes. La première, la plus avantageuse en termes de coût, consiste à dédoubler et à réadapter la RN 108 en conservant le même tracé qui prend départ de l'échangeur d'El-Hamoul sur la RN 4.

UNE VOIE AUTOROUTIÈRE DÉDIÉE À LA ZI DE TAFRAOUI

Autrement dit, il s'agit dans ce premier cas d'une approche « simpliste » qui suggère la reconfiguration du profil de l'ancienne route à double voies en section autoroutière « 2 fois 2 voies » sur une dizaine de kilomètres. La deuxième variante, la plus onéreuse financièrement mais la plus pertinente fonctionnellement, propose la réalisation d'un nouvel échangeur en pont avec une bretelle qui dessert via une autoroute en tracé neuf, à l'effet de contourner le village d'El-Hamoul, en guise de raccourcis réservé aux poids lourds et les véhicules lents à destination de la ZI de Tafraoui sur 13 km. L'importance du montant estimatif du projet (250 milliards de centimes) est due à deux éléments. D'une part, l'expropriation de terres agricoles (propriétés privées si bien qu'il existe également des EAI et EAC à base d'arrêtés de concession de droit de jouissance situées sur l'emprise du tracé autoroutier). Et de l'autre, la nature marécageuse d'une bonne partie des terrains à travers desquels devra passer (inévitavelmente) l'itinéraire en raison de leur proximité avec la Grande Sebkhia d'Oran.

L'alternative d'une combinaison par tronçons entre les deux variantes est également prise en ligne de compte par le maître d'œuvre. Classée route nationale, la voie reliant Oran à Ain Témouchent via l'échangeur d'El-Hamoul à partir de l'autoroute Est-Ouest est un laboratoire grandeur nature des effets de dégradation. C'est aussi un bien triste cas d'école du non-entretien routier. Tous les péjoratifs ne suffisent pas pour décrire la RN 108.

Algérie-Grande-Bretagne

Inauguration de l'Ecole britannique internationale

L'Ecole britannique internationale a été inaugurée mercredi à Oran sous la supervision de l'ambassadeur du Royaume-Uni, de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en Algérie, James Downer. L'école dispense un enseignement couvrant les différents cycles scolaires, conformément aux programmes des écoles Cambridge International. Située dans la commune de Bir El Djir, cette école est la troisième du genre au niveau national. Elle propose un enseignement de qualité fondé sur les programmes Cambridge International, selon les responsables de l'établissement.

Dans une déclaration à la presse

en marge de la cérémonie d'inauguration, l'ambassadeur britannique a réaffirmé l'engagement de son pays à soutenir toutes les formes de coopération académique avec l'Algérie, estimant que l'ouverture de cette école constitue une composante importante de cette coopération. Il a précisé que cet établissement éducatif est la première école britannique internationale à être ouverte en dehors d'Alger, laquelle abrite déjà deux écoles de ce type, dans le but de « répondre à la demande croissante en Algérie pour l'apprentissage de la langue anglaise selon le programme britannique ». L'ambassadeur a ajouté que le parte-

nariat entre l'Algérie et le Royaume-Uni est « fort et solide » et connaît une « dynamique continue » dans plusieurs secteurs vitaux, tels que le commerce, l'énergie et la défense, et plus particulièrement dans les domaines de la formation et de l'apprentissage des langues, soulignant l'existence d'un important potentiel pour renforcer la coopération bilatérale.

De son côté, le directeur de l'école, Demche Abdesamad, a indiqué que l'établissement a accueilli, au cours de l'année scolaire en cours, plus de 85 élèves, tandis que sa capacité d'accueil est de 300 élèves, en s'appuyant sur le programme Cambridge International.

Ils seront réceptionnés dans six mois 100 logements sociaux à Sidi Benyebka

K. Assia

Avec un taux d'avancement de l'ordre de 45%, le projet de réalisation de 100 logements de type public locatif dans la commune de Sidi Benyebka relevant de la daïra d'Arzew est en bonne voie.

En effet, ces travaux supervisés par l'Office de gestion et de promotion immobilière (OPGI) d'Oran seront réceptionnés dans un délai de 6 mois. Ce programme visant à résorber l'habitat précaire a fait l'objet d'une visite d'inspection d'une délégation présidée par le wali d'Oran et les cadres du secteur du logement dont l'OPGI. Sur site, plusieurs explications ont été apportées quant à la cadence des travaux de sorte que tout a été passé au peigne fin lors de cette sortie effectuée sur le terrain. Selon les explications, il est prévu la réception de ce projet dans un délai de six mois, au grand soulagement des demandeurs de logements qui remplissent les conditions requises. Par ailleurs, dans la commune de Hassi Mefsoukh relevant de la daïra de Gdyl, un autre projet supervisé par l'OPGI est en cours de réalisation. Il s'agit de 150 logements sociaux, un programme qui connaît un retard dans sa concrétisation. Ainsi, et selon les explications fournies, sa réception est prévue au mois d'avril prochain. Sur ce, des directives ont été données par le wali d'Oran, M. Ibrahim Ouchène, pour renforcer le chantier en main-d'œuvre et respecter les délais fixés.

A vrai dire, depuis plusieurs jours, les autorités locales multiplient les sorties sur site pour suivre de près les chantiers d'habitat déjà lancés et également choisir des assiettes de terrain



pour les projets inscrits. Un suivi régulier de toutes les opérations lancées a été recommandé et des directives ont été données pour finaliser les listes et distribuer les logements achevés. En effet, ces mesures soulignent la volonté des autorités locales à accélérer la distribution de ces logements, garantir l'équité dans cette opération et enfin améliorer le cadre de vie des habitants. Il y a lieu de noter que 182.825 logements toutes formules confondues sont en cours de réalisation selon un rapport de la direction du logement.

Ce programme est en voie d'achèvement avec un taux d'avancement de l'ordre de 88,20% dont 72.482 unités de type public locatif. Une avancée remarquable qui renseigne sur les efforts consentis par l'Etat à prendre en charge les doléances de la population à travers la réalisation de plusieurs programmes d'habitat. Sur ce et selon la cellule de la communication de la wilaya, quelque 32.914 logements de type public locatif ont été distribués en cinq ans soit entre 2020 et 2025.

Parallèlement, la wilaya d'Oran a bénéficié d'un programme de 4.000 logements publics locatifs qui sera réalisé dans 24 communes, dont 820 unités pour la commune d'Oran.

Bethioua

Un mort et six blessés dans un grave accident de la route

Une personne est décédée et six autres ont été blessées dans un grave accident de la circulation survenu vendredi sur la route nationale n°13 au niveau de la commune et daïra de Bethioua, dans la wilaya d'Oran. L'accident s'est produit suite à une collision violente entre une voiture touristique et un bus de transport de voyageurs. La violence du choc a causé la mort d'un homme âgé de 35 ans, dont le corps a été transféré vers la morgue. Les six autres victimes, souffrant de blessures de gravité variable, ont été rapidement prises en charge par les équipes de secours

avant d'être évacuées vers l'hôpital local pour recevoir les soins nécessaires. Alertés immédiatement, les services de la Protection civile sont intervenus avec d'importants moyens humains et matériels afin d'assurer le secours aux victimes, la sécurisation du lieu de l'accident et la fluidification de la circulation sur cet axe routier très fréquenté. Pour cette intervention, les services compétents ont mobilisé 02 camions d'intervention, 04 ambulances. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité afin de déterminer les circonstances exactes de cet accident tragique.

J. B.

Suite à un carambolage impliquant des véhicules lourds et légers

Importante perturbation du trafic à la trémie Hasnaoui

Un grave accident de la circulation s'est produit hier matin sur le 41^e boulevard périphérique, au niveau du lieu-dit Hasnaoui, dans la commune de Bir El Djir (wilaya d'Oran), provoquant une importante perturbation du trafic sur cet axe routier stratégique. Selon les premières informations, le carambolage a impliqué des véhicules lourds et des véhicules légers. Le choc a entraîné le renversement d'un camion de grand tonnage sur le flanc, occupant une partie de la chaussée, ainsi qu'une collision violente avec une voiture touristique, laquelle s'est retrouvée contre un poids lourd, subissant d'importants dégâts matériels, comme le montrent les images prises sur les lieux. Le bilan humain fait état de deux (02) personnes blessées, présentant des blessures de

gravité variable. Les victimes ont été rapidement prises en charge par les services de secours et évacuées vers une structure sanitaire pour recevoir les soins nécessaires. Aussitôt alertées, les unités intervenantes se sont rendues sur place afin de sécuriser le périmètre, prévenir tout risque supplémentaire et procéder à la régulation et à la facilitation de la circulation, notamment au niveau du passage inférieur où la configuration des lieux a compliqué la fluidité du trafic. Leur intervention a permis de limiter l'engorgement et de rétablir progressivement la circulation. Une enquête a été ouverte par les services compétents afin de déterminer les circonstances exactes de cet accident, tandis qu'un appel à la vigilance est lancé aux usagers de la route, en particulier aux conducteurs de poids lourds et de véhicules légers, les invitant à respecter le code de la route, à maintenir les distances de sécurité et à adapter leur vitesse aux conditions de circulation, surtout sur les axes à forte fréquentation.

J. B.

**Horaires des prières pour Oran
et ses environs**

06 chaâbane 1447

El Fedjr Dohr Assar Maghreb Icha
06h41 13h15 06h03 18h26 19h48



Tlemcen Renforcer l'esprit entrepreneurial en milieu universitaire

L'Université Aboubakr-Belkaïd de Tlemcen abrite une session de formation au profit des directeurs des incubateurs universitaires de l'Ouest, a-t-on appris, samedi, auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Cette session, organisée vendredi et samedi par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en partenariat avec l'incubateur italien "FILSE", relevant de l'Université de Gênes, a vu la participation d'environ 40 directeurs d'incubateurs issus des universités, des centres universitaires et des écoles supérieures des wilayas de l'ouest du pays, ainsi que d'experts de

cet incubateur italien, selon la même source.

Cette initiative vise à favoriser l'échange d'expériences et d'expertises entre les participants et à prendre connaissance des meilleures pratiques adoptées dans le domaine des incubateurs universitaires, notamment en ce qui concerne le soutien à l'innovation et le renforcement de l'esprit entrepreneurial en milieu universitaire.

Elle s'inscrit également dans le cadre du soutien aux efforts du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique visant à renforcer le rôle de l'université dans l'accompagnement des projets innovants, à encourager les initiatives entrepreneuriales chez les étudiants et les porteurs d'idées, ainsi qu'à promouvoir la coopération internationale dans ce domaine, a-t-on expliqué.

Sidi Bel-Abbès Session de formation au profit de médecins et infirmiers du CHU

Le Centre hospitalo-universitaire Abdelkader-Hassani de la wilaya de Sidi Bel-Abbès a organisé, en collaboration avec le Centre hospitalo-universitaire d'Oran, une session de formation au profit des médecins et infirmiers du service de néphrologie et de dialyse, a-t-on appris, samedi, auprès de la cellule d'information et de communication du CHU de Sidi Bel-Abbès.

La même source a précisé que cette session, qui s'inscrit dans le cadre de la formation continue et du renforcement de l'échange des expertises scientifiques entre les établissements de santé, s'est déroulée sous la supervision du chef du service de néphrologie et de dialyse du CHU d'Oran, le professeur Meknassi Djamel, avec la participation du chef du service de néphrologie et de dialyse du CHU de Sidi Bel-Abbès, le

professeur Bouterfas, ainsi que du maître de conférences, le docteur Negadi.

Cette formation a été axée sur la technique de pose d'un cathéter souple par une petite incision chirurgicale sous anesthésie locale, une technique moderne utilisée pour faciliter l'introduction et l'évacuation du liquide de dialyse péritonéale, en s'appuyant sur la membrane péritonéale comme filtre naturel pour purifier le sang des toxines et de l'excès de liquides, selon la même source.

Le programme pratique a comporté la réalisation d'une simulation chirurgicale scientifique avant l'application directe de la technique sur un patient, permettant ainsi aux participants d'acquérir des compétences pratiques précises dans des conditions réelles, tout en respectant strictement les normes d'hygiène et de sécurité médicale afin

d'éviter toute complication éventuelle. La même source a ajouté que la dialyse péritonéale constitue une procédure vitale pour les patients atteints d'insuffisance rénale, assurant une épuration efficace et sûre du sang des toxines et des liquides en excès. Elle représente également une alternative pratique à l'hémodialyse conventionnelle, avec la possibilité de la pratiquer à domicile dans le respect des conditions de sécurité médicale.

Cette formation s'inscrit dans le cadre de la volonté de la direction du Centre hospitalo-universitaire Abdelkader-Hassani d'élever le niveau de la performance médicale et de renforcer la qualité des prestations de santé offertes aux citoyens, traduisant ainsi son engagement en faveur de la formation continue et de l'accompagnement des avancées scientifiques et médicales modernes.

Impliquer davantage les jeunes

Les travaux de la deuxième édition de l'atelier de formation dédié aux groupes de jeunes, intitulé "La participation politique et le développement local", ont débuté, samedi au Centre de loisirs scientifiques et culturels de Sidi Bel-Abbès.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme annuel du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), visant à renforcer les capacités des jeunes et à leur permettre de contribuer efficacement au développement local et à la prise de décision.

Le membre du CSJ, Abdallah Zakaria, a précisé que cette édition a pour objectif de "fournir un véritable espace aux jeunes pour exprimer leurs opinions, aspirations et préoccupations, en plus de formuler

des propositions pratiques concernant les différentes questions touchant leur environnement juvénile et sociétal".

Il a souligné que le CSJ œuvre selon un principe fondamental, selon lequel "les jeunes ne sont pas de simples bénéficiaires des politiques publiques, mais des partenaires essentiels dans leur élaboration, leur développement et leur modernisation", indiquant que de telles rencontres contribuent à "l'ancrage de la culture du dialogue, au développement des capacités de réflexion et d'analyse, et à l'encouragement des jeunes à s'engager positivement dans la vie publique et politique".

De son côté, le représentant de la direction de la Jeunesse et des Sports de Sidi Bel-Abbès, Mohamed Amine Bou-

hend, a indiqué que cet atelier devrait déboucher sur un ensemble de recommandations pratiques susceptibles de renforcer le rôle des jeunes dans le processus de développement local et de prise de décision. Il a précisé que cet atelier s'inscrit dans une série de rencontres programmées autour de la thématique de la participation politique au développement.

A noter que cet atelier, organisé sous la supervision du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, et sous le patronage du wali de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, Kamel Hadji, a vu la participation de membres du CSJ, ainsi que de plusieurs acteurs du mouvement associatif et de représentants de wilayas voisines.

Naâma De nouveaux projets pour Aïn Benkhelil

La commune d'Aïn Benkhelil a bénéficié de plusieurs nouveaux projets de développement dans le cadre du programme de soutien au développement social et économique de l'année 2026, a indiqué, samedi, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), M. Zahzouz Mohamed.

Ces projets, qui ont bénéficié d'une enveloppe financière conséquente, portent notamment sur la réalisation de travaux d'aménagement urbain dans plusieurs quartiers, à l'instar des quartiers 19 Mai 1956, 8 Mai 1945, le quartier du moudjahid Omrani Mohamed, ainsi que le quartier administratif.

Ils comprennent également l'aménagement du giratoire à l'entrée de la ville, des opérations de reboisement, l'embellissement de l'environ-

nement urbain et l'amélioration de l'aspect esthétique au sein du tissu urbain, a précisé M. Zahzouz.

Ces actions de développement concernent aussi la réalisation d'une salle de soins dans le quartier 1er Novembre 1954, en plus de l'entretien et du revêtement des routes urbaines à travers les différentes artères de la ville, ce qui permettra de faciliter la circulation et de relier les quartiers résidentiels entre eux, a ajouté le même responsable.

L'inscription de ces projets, visant à améliorer les services publics et à fournir les infrastructures nécessaires aux citoyens, intervient après l'atteinte d'un taux de réalisation dépassant les 98% dans la concrétisation du programme de développement de l'année précédente au niveau de cette même commune.

Beni-Abbès Plus de 86 millions de dinars pour un nouveau collecteur des eaux usées

Un investissement sectoriel de plus de 86 millions de DA est consacré actuellement à la réalisation d'un nouveau collecteur principal d'assainissement de la commune de Beni-Abbès sur une longueur de trois (3) km, a-t-on appris de la direction locale du secteur de l'hydraulique.

Ce projet, qui comprend également deux (2) importantes stations de relevage des eaux usées et qui accuse actuellement un taux d'avancement des travaux de 25 %, a été inscrit et retenu dans le cadre de la modernisation et de la mise à niveau du réseau de gestion des eaux usées de la même collectivité et sa protection contre les inondations, a précisé le premier responsable de la direction de l'hydraulique, Abderrahmane Zenagui.

Ce collecteur principal des eaux usées permettra, à travers les stations de relevage, de recueillir et d'acheminer massivement les effluents (domestiques, industriels) depuis les réseaux locaux de la commune de Beni-Abbès vers la station d'épuration (STEP) au système de laguna-

ge biologique de la même collectivité, réalisée auparavant pour les besoins de 2.000 habitants et dotée de quatre bassins pour le traitement biologique des eaux, protégeant ainsi la santé publique et l'environnement en évitant la pollution du milieu urbain, a expliqué le même responsable.

Il convient de rappeler que le secteur de l'hydraulique a dédié, auparavant, un investissement de plus 599 millions de DA pour la concrétisation des travaux de la deuxième phase du projet de transfert des eaux à partir de six (6) forages situés dans le champ de captage dans la commune de Tamtert vers la ville de Beni-Abbès.

Ce projet hydraulique d'une grande importance pour la région, comprend la réalisation d'une conduite de 15 kilomètres sur un total de 30 kilomètres, de même qu'une station de pompage pouvant produire 500 mètres cubes d'eau par heure, ainsi qu'un château d'eau d'une capacité de stockage de 5.000 mètres cubes, et ce dans l'objectif du renforcement de l'alimentation en eau (AEP), de la même collectivité, au cours des 14 prochains mois.

Tindouf Un mort dans un accident de la route

Un tragique accident de la circulation s'est produit vendredi soir dans la wilaya de Tindouf, indiquent les services de la protection civile.

Les secours sont intervenus à 19h45. Une voiture s'est renversée

sur la route nationale n°50, dans la commune d'Oum El Assal.

L'accident a causé la mort d'une personne. La dépouille de la victime a été transférée à la morgue de l'hôpital local.

Saïda, Tiaret Monoxyde de carbone : 8 personnes secourues

De nouveaux cas d'intoxication au monoxyde de carbone ont été enregistrés à Saïda et Tiaret.

En effet, les services de la protection civile sont intervenus samedi après-midi pour secourir une famille victime d'une intoxication au monoxyde de carbone émis par un chauffage, au quartier 20 logements dans la localité de Bourached, commune de Sidi Ahmed.

Cinq personnes, âgées de 7 à 47 ans, souffrant de difficultés respira-

toires et d'essoufflement, ont été secourues et évacuées à l'hôpital local.

Dans la wilaya de Tiaret, les services de la protection civile sont intervenus vendredi soir pour secourir 3 personnes intoxiquées au monoxyde de carbone émis par un chauffe-eau, au quartier des 50 logements à Tiaret.

Trois personnes souffrant de nausées et de difficultés respiratoires ont été secourues et évacuées à l'hôpital local.

Les interdictions de voyager imposées par Trump menacent la sécurité nationale des États-Unis



GENÈVE –

Le mois dernier, le président américain Donald Trump a interdit ou sévèrement restreint l'entrée aux États-Unis aux ressortissants de 20 pays supplémentaires, élargissant ainsi les restrictions d'entrée qu'il avait mises en place en juin, soi-disant pour atténuer les « menaces à la sécurité nationale et à la sécurité publique ».



PAR BRAHMA CHELLANEY

Professeur émérite d'études stratégiques au Center for Policy Research de New Delhi *

Mais un rapide coup d'œil à la liste des pays visés montre clairement qu'il s'agit là d'un nouveau cas de politique ethno-nationaliste déguisée en mesure antiterroriste. La plupart des pays visés par Trump en 2025 – notamment l'Angola, Antigua-et-Barbuda, la Dominique, Haïti, le Laos, le Malawi, le Sénégal, la Sierra Leone, les Tonga, la Zambie et le Zimbabwe – n'ont pratiquement aucun antécédent en matière d'exportation du terrorisme transnational. Mais une grande partie d'entre eux – 16 sur les 20 annoncés le mois dernier et 26 sur les 39 ciblés en 2025 – se trouvent en Afrique. La conclusion évidente, surtout à la lumière du programme et du discours plus larges de Trump, est que les préjugés raciaux influencent la politique américaine, tout comme les préjugés religieux ont guidé les restrictions imposées en 2017 par sa première administration sur les voyages et la réinstallation en provenance de sept pays à majorité musulmane. Certes, les responsables américains affirment que leurs décisions reflètent « des lacunes manifestes, persistantes et graves en matière de contrôle, de vérification et de partage d'informations », ainsi que des critères tels que les taux de dépassement de la durée de séjour autorisée et même le refus d'accepter les vols d'expulsion vers les États-Unis. Mais ces justifications sont plus improvisées qu'irrefutables. Par exemple,

comme le fait remarquer l'American Immigration Council, l'administration Trump utilise les taux de dépassement de la durée de séjour autorisée des non-immigrants pour justifier l'interdiction des visas d'immigrants. De plus, tout comme les droits de douane imposés par Trump, ces critères sont appliqués de manière sélective, certains pays, tels que l'Égypte et le Koweït, n'étant soumis à aucune nouvelle restriction, malgré des taux élevés de dépassement de la durée de séjour autorisée, un partage d'informations documenté et des lacunes en matière de vérification. Même les pays ayant des liens de longue date avec le djihadisme mondial, tels que le Pakistan et le Qatar, sont épargnés, malgré l'affirmation de Trump selon laquelle il est motivé par des considérations de sécurité nationale. L'Arabie saoudite appartient aux deux groupes, mais elle n'a jamais été prise pour cible par Trump.

Certains de ces pays privilégiés sont presque certainement dangereux. Ce qu'ils ont en commun, ce n'est pas qu'ils sont sûrs, mais qu'ils sont utiles. Des pays comme l'Égypte et l'Irak sont considérés comme stratégiquement indispensables. L'Arabie saoudite n'est pas seulement un partenaire clé des États-Unis en matière de défense ; elle est, comme le Qatar, un investisseur majeur aux États-Unis – et dans la société d'investissement du gendre de Trump, Jared Kushner. Le Pakistan a signé un accord d'investissement majeur avec World Liberty Financial, une société de cryptomonnaie détenue majoritairement par la famille Trump, dans le cadre de sa campagne agressive pour séduire l'administration américaine. C'est une stratégie qui ne manque jamais de porter ses fruits : aucun pays qui héberge un bien immobilier important de la marque Trump ou qui a conclu un accord commercial très médiatisé avec un membre du cercle restreint de Trump n'est soumis à des restrictions de voyage aux États-Unis. Un exemple ré-

vélateur de cette tendance est le fait que, alors que l'administration Trump a renforcé les restrictions à l'égard de nombreux pays, elle a levé son interdiction préexistante sur les visas de non-immigrant pour le Turkménistan, qui aurait fait « des progrès significatifs dans l'amélioration de ses procédures de gestion des identités et de partage d'informations ». Il est frappant de constater que cette décision a été prise quelques semaines seulement après que ce pays reclus et riche en gaz naturel ait accepté de coopérer avec les États-Unis dans le domaine de l'énergie et des minéraux critiques, et d'envisager d'accorder un traitement préférentiel aux entreprises américaines.

La leçon à en tirer est claire : les pays qui entretiennent des liens personnels étroits avec l'administration Trump ou des relations commerciales lucratives avec sa famille et ses proches bénéficient d'un traitement favorable. La frontière entre la fonction publique américaine et les intérêts privés n'a jamais été aussi floue, l'empire commercial de Trump connaissant une expansion rapide depuis son retour à la présidence. Le résultat est absurde. Un citoyen du Burkina Faso, un pays qui n'a jamais menacé la sécurité des États-Unis, se voit interdire l'entrée sur le territoire américain, mais pas un ressortissant du Bangladesh, pays en proie à la violence islamiste et à l'extrémisme anti-américain. Cette incohérence sape la crédibilité de la diplomatie américaine et des efforts de lutte contre le terrorisme, car elle envoie un message dangereux aux États qui soutiennent ou tolèrent l'extrémisme : la responsabilité est négociable. Si Trump voulait réellement protéger les États-Unis du terrorisme, il poursuivrait une stratégie fondée sur des renseignements crédibles et des normes cohérentes. Il reconnaîtrait que le terrorisme international ne se limite pas aux États faibles ou isolés ; au contraire, certains de ses facilitateurs les plus prolifiques sont des puissances régionales. Et il ferait preuve d'une volonté de s'opposer aussi bien aux partenaires qu'aux adversaires des États-Unis.

Malheureusement, malgré tous les discours de Trump sur la sécurité, il s'est révélé beaucoup plus intéressé par son propre enrichissement. Ses dernières restrictions en matière de voyages illustrent parfaitement comment le discours sur la sécurité nationale peut être détourné à des fins de diplomatie coercitive et d'enrichissement personnel. Dans un certain sens, il s'agit là de l'évolution naturelle de la philosophie « America First ». Ce concept a toujours eu pour but de justifier une approche transactionnelle de l'engagement international. Mais au cours du second mandat de Trump, il a atteint un niveau de cynisme encore plus élevé. Désormais, ceux qui ne parviennent pas à offrir suffisamment à Trump sont punis, tandis que ceux qui se révèlent utiles à ses yeux peuvent agir en toute impunité, au mépris de la sécurité nationale américaine.

**Et membre de la Robert Bosch Academy de Berlin, est l'auteur de Water, Peace, and War: Confronting the Global Water Crisis (Rowman & Littlefield, 2013).*

Le regard d'un gangster sur le pouvoir mondial



PAR JAYATI GHOSH

Professeur d'économie à l'université du Massachusetts à Amherst, est membre de la Commission d'économie transformationnelle du Club de Rome et coprésidente de la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises.

Au cœur de la relance par Trump de la doctrine Monroe ou « doctrine Donroe », comme il l'a rebaptisée se trouve la conviction que les États-Unis peuvent agir en toute impunité dans leur « arrière-cour » autoproclamée, et que les autres grandes puissances, en particulier la Chine, peuvent faire de même dans la leur. Dans le même temps, les États-Unis se réservent le droit de promouvoir leurs intérêts stratégiques partout où ils le jugent opportun, y compris au Groenland.

Cette approche, qualifiée à juste titre d'« impérialisme gangster » par l'économiste indien Prabhat Patnaik, renvoie aux racines coloniales du capitalisme, lorsque les hiérarchies ouvertes entre les peuples et les politiques étaient fondées sur le pouvoir relatif. Au-delà des profondes questions morales et juridiques soulevées par la stratégie de Trump, celle-ci peut-elle réellement fonctionner ? Le partage du monde entre les grandes puissances peut-il déboucher sur un capitalisme plus stable et plus dynamique à un moment où l'économie mondiale semble de plus en plus volatile et à la dérive ?

Si l'histoire peut nous servir de guide, la réponse est non. Au cours des deux derniers siècles, le capitalisme a oscillé entre des périodes de conflits intenses entre États concurrents et des phases où une seule superpuissance dominante agissait à la fois comme législateur et comme exécutant. Au XIXe siècle, ce rôle était joué par le Royaume-Uni, qui a bâti un empire colonial plus vaste que ceux de ses rivaux européens. Depuis le milieu du XXe siècle, ce sont les États-Unis qui occupent largement cette position. Si l'hégémonie n'a jamais signifié l'absence de guerre, elle a toutefois limité les conflits inter-impérialistes à grande échelle du type de ceux qui ont précédé la Première Guerre mondiale, décrits de manière célèbre par Vladimir Lénine comme des guerres dans lesquelles le capital privé soutenu par l'État luttait pour le contrôle du territoire

NEW DELHI – Il y a une méthode derrière l'apparente folie de l'approche transactionnelle et axée sur les sphères d'influence du président américain Donald Trump en matière de géopolitique et d'économie mondiale. Cette logique n'a jamais été aussi claire que dans l'enlèvement illégal du président vénézuélien Nicolás Maduro par son administration et ses efforts continus pour s'assurer le contrôle des réserves pétrolières du pays en installant un régime client.

économique. La relative stabilité, telle qu'elle était, reposait sur une combinaison de puissance militaire écrasante et d'un cadre de règles et d'institutions mondiales conçues pour contenir les rivalités géopolitiques.

Aujourd'hui, cependant, la portée impériale des États-Unis est à la fois trop étendue et en déclin. Le programme de politique étrangère de Trump repose sur l'idée que si la mondialisation menée par les États-Unis a autrefois servi les intérêts du capital américain – en particulier financier –, ses retombées ont diminué avec la montée en puissance de pays émergents comme la Chine. La solution qu'il propose consiste à s'appuyer sur la domination militaire et le pouvoir économique résiduel pour assurer un contrôle direct sur les ressources et les marchés dans les régions qu'il considère comme relevant de la sphère d'influence exclusive des États-Unis. Cela signifie abandonner même le semblant d'un ordre international fondé sur des règles, supprimer le prétexte de la promotion de la démocratie et des droits de l'homme, et afficher sans vergogne une doctrine éculée selon laquelle la force fait le droit en matière d'accaparement des ressources.

Même selon ses propres termes, cette stratégie a peu de chances de réussir. Si elle est clairement désastreuse pour les travailleurs et les petites entreprises américains, elle alimente également l'instabilité et sape les intérêts à long terme des grandes entreprises américaines. Les ressources économiques ne sont pas clairement délimitées dans des sphères de contrôle distinctes, et les marchés, de par leur nature même, se chevauchent. Les conflits d'accès, de frontières et de contrôle sont donc inévitables lorsqu'une puissance tente d'affirmer sa domination sur tous les fronts, ce qui augmente le risque de guerres majeures. Certes, certains segments du monde des affaires américain devraient en bénéficier.

Le complexe militaro-industriel, par exemple, a tiré d'énormes profits des guerres en Ukraine et au Moyen-Orient. D'autres intérêts puissants seront néanmoins perdants. Les multinationales qui dépendent de chaînes d'approvisionnement verticalement désintégrées et géographiquement dispersées seront perturbées ; les institutions financières habituées à des flux de capitaux transfrontaliers relativement libres verront leurs opportunités se réduire ; et les grandes entreprises technologiques,

qui dépendent de l'accès aux données du monde entier, se retrouveront exclues des principaux marchés étrangers.

L'administration Trump a cherché à gérer ces contradictions en imposant un ensemble disparate d'exigences coercitives à divers partenaires commerciaux. Si les intimidations de Trump peuvent aboutir à certaines concessions à court terme, elles sont toutefois profondément contre-productives. De nombreux pays, y compris des alliés de longue date, cherchent déjà à réduire leur dépendance vis-à-vis des États-Unis en formant de nouvelles coalitions autour de préoccupations spécifiques.

Ces problèmes sont aggravés par le programme économique plus large de Trump, qui continue de privilégier les combustibles fossiles par rapport aux technologies émergentes telles que les énergies renouvelables, les véhicules électriques et le stockage par batterie. En conséquence, les entreprises américaines ne disposent pas des économies d'échelle dynamiques nécessaires à leur compétitivité à long terme. Les bulles spéculatives alimentées par des modèles d'IA et des cryptomonnaies surestimés ne peuvent se substituer à des investissements soutenus et à un leadership technologique.

Au-delà de ses défauts économiques, le fait de traiter l'Amérique latine comme l'« arrière-cour » des États-Unis risque de provoquer une résistance populaire. Les États-Unis ont une longue histoire de tentatives de domination de la région par le biais d'interventions militaires, de soutien à des dictatures militaires et de sanctions. Ces efforts n'ont pas bien vieilli, et avec l'augmentation des inégalités et de l'insécurité économique dans une grande partie de l'Amérique latine, les conditions sont déjà réunies pour un bouleversement social et politique.

Les conséquences se feront également sentir aux États-Unis, mais le reste du monde ne peut se permettre d'attendre que Trump – ou une future administration – change de cap. La prudence dont font preuve certains dirigeants européens n'est pas la solution, pas plus que l'agressivité réactive ou le repli sur soi dans l'isolationnisme.

Compte tenu de l'ampleur et de l'urgence des défis mondiaux actuels, il est clair que pour faire face à l'impérialisme gangster de Trump, il faut une coopération internationale qui ne dépende pas du consentement des États-Unis. L'action collective n'est plus une option. Pour contrer la menace que représente une Amérique voyou, c'est la seule voie viable.

L'IA et l'avenir de l'éducation

NEW HAVEN — Les progrès rapides réalisés au cours des deux dernières années dans le domaine des grands modèles linguistiques (LLM) ont conduit certains à affirmer que l'IA rendra bientôt obsolète l'enseignement supérieur, en particulier dans le domaine des arts libéraux. Selon ce point de vue, les jeunes auraient tout intérêt à renoncer à l'université et à apprendre directement sur le terrain.



PAR PINELOPI KOUJIANOU GOLDBERG

Ancienne économiste en chef du Groupe de la Banque mondiale et rédactrice en chef de l'*American Economic Review*, est professeure d'économie à l'université de Yale.

Je ne suis absolument pas d'accord. L'apprentissage par l'expérience pratique est précieux et l'a toujours été. Mais il fonctionne mieux lorsque les gens ont une bonne idée des emplois et des compétences qui seront recherchés. S'il y a une chose dont nous pouvons être sûrs, c'est que l'avenir du travail est très incertain. Conseiller aux jeunes de renoncer à l'université au profit d'une entrée précoce sur le marché du travail est, au mieux, une erreur.

Geoffrey Hinton, largement considéré comme l'un des pionniers de l'IA moderne, a un jour comparé les progrès dans son domaine à une navigation dans le « brouillard » : on voit ce qui se trouve immédiatement devant soi, mais pas ce qui vient après. Par conséquent, le principal défi pour les éducateurs est de préparer les étudiants à fonctionner efficacement dans des conditions similaires au brouillard. La solution n'est pas de les former à des tâches spécifiques qui pourraient bientôt devenir obsolètes, mais de les rendre aussi adaptables que possible. Essayer de préparer les gens à un ensemble fixe de défis, alors que ces défis changent constamment, est une stratégie vouée à l'échec. Nous voulons des conducteurs compétents, capables de naviguer sur des routes inconnues et de surmonter des obstacles inattendus.

De ce point de vue, l'éducation, et en particulier l'enseignement supérieur, joue un rôle plus important que jamais. Comme nous ne savons pas quelles com-

pétences spécifiques seront recherchées à l'avenir, il est impératif de revenir aux fondamentaux. L'enseignement libéral met l'accent sur la manière de penser plutôt que sur ce qu'il faut faire. Il apprend aux étudiants à raisonner, à lire attentivement, à écrire clairement et à évaluer les preuves. Ces compétences vieilliront beaucoup mieux que des compétences techniques étroites.

Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille ignorer la technologie. Au contraire, les étudiants doivent apprendre à travailler avec l'IA. Mais l'objectif doit être de faire d'eux des utilisateurs critiques et des juges éclairés des outils d'IA, et non des consommateurs passifs. Il reste essentiel d'enseigner les mathématiques de base, la logique et le raisonnement, de se familiariser avec les textes fondamentaux et d'apprendre comment les arguments sont construits et testés. Ce sont ces compétences qui permettent aux individus de rester à la pointe d'une technologie en constante évolution.

Ce principe soulève deux questions pratiques : que devons-nous enseigner et comment devons-nous l'enseigner ? La première question est difficile et suscitera inévitablement des débats. Si l'importance des concepts fondamentaux fait largement consensus, les détails évolueront avec le temps. Notre expérience des technologies antérieures nous offre des indications utiles. L'introduction des calculatrices et des ordinateurs n'a pas éliminé la nécessité d'enseigner l'arithmétique. Les élèves apprennent toujours comment fonctionnent les calculs, mais les calculs manuels fastidieux sont désormais délégués à des machines. De même, l'orthographe et la grammaire restent importantes, mais les logiciels ont largement remplacé le besoin d'exercices interminables. L'IA nécessite un ajustement similaire dans de nombreux domaines. Les LLM (modèles linguistiques à grande échelle) effectuent désormais très bien des tâches telles que le résumé de textes ou l'identification des idées principales, qui sont depuis longtemps des éléments essentiels de l'éducation. Il en va de même pour la pro-

grammation, la résolution de problèmes quantitatifs et même la rédaction de textes. Bien que ces activités ne doivent pas disparaître des programmes scolaires, l'objectif doit changer. Les élèves doivent comprendre les concepts et la logique sous-jacents, plutôt que de maîtriser chaque étape de l'exécution.

Les élèves qui réussiront sont ceux qui sauront utiliser efficacement les outils d'IA pour atteindre des objectifs bien définis. Il en va de même pour une bonne gestion : le succès dépend de la définition des priorités, de la structuration des problèmes et de l'utilisation judicieuse des ressources disponibles. Il s'agit là de compétences conceptuelles, et non de compétences techniques étroites.

La deuxième question, d'ordre pédagogique, concerne la manière dont l'apprentissage est renforcé et évalué. La compréhension nécessite une certaine pratique, mais l'IA permet aux étudiants d'éviter plus facilement que jamais de faire le travail eux-mêmes. Même les étudiants très motivés seront parfois tentés de prendre un raccourci, surtout lorsqu'ils sont pressés par le temps. Nous avons donc besoin d'un changement majeur dans l'évaluation. Les dissertations à faire à la maison, les séries de problèmes et les examens non surveillés sont de moins en moins efficaces. Ils devront être remplacés par des quiz et des examens en présentiel, des évaluations orales et des problèmes résolus en temps réel, que ce soit sur papier ou au tableau blanc.

De tels changements ont des implications profondes. Ils nécessitent une présence physique, des classes plus petites et une interaction plus directe entre les étudiants et les enseignants. À bien des égards, cela marquerait un retour aux anciens modèles d'enseignement, inversant certaines des échelles et de la standardisation introduites par les technologies précédentes. Cela pourrait même inaugurer un nouvel âge d'or pour l'enseignement des arts libéraux. Mais ce modèle soulève également de sérieuses préoccupations. Il confère une plus grande responsabi-

lité aux enseignants, qui doivent être prêts à appliquer des normes et à prendre des décisions difficiles. Les établissements doivent les soutenir dans cette démarche. Dans le même temps, l'évaluation basée sur l'interaction personnelle soulève des inquiétudes légitimes quant à l'existence de biais. Les examens standardisés ont leurs défauts, mais leurs biais sont au moins visibles. L'évaluation subjective basée sur les examens oraux et l'interaction personnelle peut être moins transparente.

Le défi le plus sérieux concerne peut-être les inégalités. L'enseignement en petits groupes et hautement personnalisé est coûteux. Les établissements d'élite peuvent se le permettre, mais les grandes universités publiques auront du mal à suivre. Tout comme l'enseignement à distance pendant la pandémie a creusé les écarts en matière d'éducation, le passage à un enseignement intensif en présentiel basé sur l'IA pourrait désavantager ceux qui dépendent le plus de l'enseignement public.

Certains affirment que l'IA elle-même réduira le besoin d'éducation formelle en fournissant des informations et des conseils personnalisés à la demande. Mais cela suppose que les utilisateurs sachent quoi demander et comment interpréter les réponses. Les personnes les plus motivées ou les plus douées pourraient s'épanouir dans un tel environnement, mais elles le feraient de toute façon. L'éducation formelle est surtout importante pour la grande majorité. Si l'IA doit profiter à la société, nous aurons besoin de plus d'investissements dans l'éducation, et non moins. L'IA va supprimer des emplois, mais elle en créera également de nouveaux. L'éducation devrait faire partie des secteurs en expansion. À mesure que l'IA se généralisera, la qualité de l'éducation dépendra moins de l'accès et davantage des attentes et de la mise en œuvre. Des classes plus petites, davantage d'enseignants et une plus grande interaction personnelle ont un coût, mais les gains de productivité promis par l'IA rendent ces investissements à la fois réalisables et rentables.

La surcapacité est le plus grand avantage de la Chine en matière d'IA



PAR ANGELA HUYUE ZHANG

Professeure de droit à l'université de Californie du Sud, est l'auteure de *High Wire: How China Regulates Big Tech and Governs Its Economy* (Oxford University Press, 2024)*

Un tel écosystème doit reposer sur trois piliers. Premièrement, il nécessite un matériel bon marché, fiable et largement déployé, capable d'héberger des systèmes d'IA dans toute une série d'applications, des voitures et drones aux équipements industriels. Deuxièmement, il dépend de logiciels sous forme de piles d'IA qui peuvent être mis à jour en continu à mesure que les entreprises tirent des enseignements de leur utilisation dans le monde réel. Enfin, il implique une infrastructure de soutien qui permet à ces systèmes de fonctionner en toute sécurité, comme des centres de données, des routes intelligentes, des stations de recharge et des réseaux électriques. Vu sous cet angle, la Chine bénéficie d'un avantage distinct qui n'apparaît pas dans les mesures standard de performance de l'IA. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la force de la Chine provient de ce que les économistes ont longtemps considéré comme l'une de ses plus profondes faiblesses structurelles : la surcapacité. La surcapacité est intégrée au modèle de croissance chinois. Depuis des décennies, les responsables locaux sont récompensés pour avoir atteint leurs objectifs d'investissement et de production plutôt que pour avoir généré des rendements élevés sur le capital. Les banques d'État et les véhicules de financement locaux ont maintenu le flux de crédit, tandis que les politiques industrielles ont encouragé chaque province à cultiver ses propres champions « stratégiques » dans les secteurs de l'acier, de l'énergie solaire et de la construction navale. Plus récemment, cette approche s'est étendue à des secteurs émergents tels que les batteries, les véhicules électriques (VE) et les énergies propres. D'un point de vue macroéconomique, le modèle de croissance chinois crée de graves distorsions, notamment des investissements redondants, une concurrence intense, des marges faibles et des frictions commerciales lorsque la production excédentaire se déverse sur les marchés étrangers. Cepen-

LOS ANGELES — Alors que les débats sur la course à l'IA entre les États-Unis et la Chine ont tendance à se concentrer sur la question de savoir quel pays dispose des modèles de pointe les plus puissants et des semi-conducteurs les plus avancés, cette approche est en train de devenir obsolète. À mesure que l'IA passe de nos écrans au monde physique, la question n'est plus de savoir quels modèles atteignent les références techniques, mais qui est capable de construire et de maintenir un écosystème qui intègre l'IA dans les produits et services quotidiens.



dant, en matière de développement de l'IA, cette même dynamique peut se transformer en avantage concurrentiel.

Le secteur des VE en est l'exemple le plus flagrant. Le développement de la conduite autonome nécessite une base installée importante de véhicules modernes capables de faire fonctionner des systèmes avancés d'aide à la conduite. La Chine a construit une telle base à une échelle qu'aucun autre pays ne peut égaler, en grande partie grâce à sa surcapacité. Plus de 60 % des VE vendus en Chine sont désormais équipés de fonctions d'aide à la conduite qui prennent en charge l'automatisation partielle, souvent sans coût supplémentaire pour les consommateurs. Chacun de ces véhicules fonctionne comme une plateforme de capteurs roulante. Chaque kilomètre parcouru avec assistance génère des données sur ce que voient les capteurs, sur la manière dont les conducteurs humains réagissent et sur les points faibles des systèmes. En faisant baisser les prix des véhicules électriques et en accélérant leur adoption, la surcapacité de la Chine subventionne en fait la collecte continue de données réelles.

Dans le même temps, la Chine met rapidement en place les infrastructures nécessaires pour soutenir la transition vers la conduite autonome, avant même que la demande privée ne se manifeste. Sa stratégie « véhicule-route-nuage », par exemple, vise à transformer les voitures en nœuds d'un réseau numérique plus large grâce à une couverture 5G dense, des routes intelligentes équipées de caméras et d'unités routières, des cartes haute définition, des plateformes cloud de coordination du trafic et des zones pilotes où la réglementation est assouplie pour faciliter les essais et le déploiement.

Une dynamique similaire se joue dans ce que les décideurs politiques chinois appellent « l'économie de basse altitude » : l'espace aérien situé à moins d'un kilomètre (0,62 mile) d'altitude, qu'ils cherchent à transformer en un nouveau moteur de croissance grâce aux drones et aux taxis volants. Là encore, les gouvernements locaux reproduisent le modèle des véhicules électriques, avec au moins 45 localités annonçant la création de parcs industriels dédiés aux drones et rivalisant pour attirer les entreprises avec des allègements fiscaux, des subventions, des bureaux bon marché et des contrats

d'approvisionnement. Comme dans le secteur des véhicules électriques, cette frénésie d'investissement exerce une pression à la baisse sur les prix. DJI, le plus grand fabricant chinois de drones civils, avec une part de marché mondiale de 70 à 80 %, a récemment réduit ses prix de plus de 20 % dans ses boutiques en ligne nationales.

La baisse des prix et les subventions accélèrent à leur tour l'adoption de cette technologie. Meituan, la principale plateforme de livraison de repas en Chine, a traité plus de 600 000 commandes sur des dizaines d'itinéraires de drones dans les grandes villes. Et DJI affirme que ses drones agricoles pulvérisent désormais environ un tiers de toutes les terres agricoles chinoises.

Le même raisonnement s'applique à la robotique. Soutenue par de généreuses subventions locales et une politique industrielle nationale, la fabrication de robots en Chine s'est rapidement développée ces dernières années. Les usines chinoises installent désormais environ 280 000 robots industriels par an, soit environ la moitié du total mondial, dont près de 60 % sont fournis par des fabricants nationaux proposant des machines moins chères. Ce déploiement massif accélère à son tour l'apprentissage et l'amélioration de l'IA robotique chinoise. Certes, la Chine est encore en retard par rapport aux États-Unis en matière de développement de modèles de pointe. Mais grâce à sa tendance à se développer de manière agressive, voire à la surproduction, elle met progressivement en place la base matérielle et l'infrastructure dont dépendra la prochaine phase de l'IA, des véhicules électriques et des robots aux drones et aux taxis volants. Les décideurs politiques américains ignorent cette évolution à leurs risques et périls. En se concentrant exclusivement sur la course aux meilleurs modèles et puces, les États-Unis risquent de perdre la bataille la plus importante qui consiste à intégrer l'IA dans les infrastructures, les machines et les routines quotidiennes qui façonneront en fin de compte l'économie mondiale.

**Et Chinese Antitrust Exceptionalism: How the Rise of China Challenges Global Regulation (Oxford University Press, 2021).*

Criminaliser la colonisation Donner enfin toute sa place au 8 mai 1945

Par Toufik Hedna

Le débat relancé en Algérie autour d'une loi visant à criminaliser la colonisation française n'est pas un simple épisode de calendrier politique. Il traduit une attente ancienne, celle de voir l'histoire coloniale sortir du flou, sortir des formules, sortir des demi-mots.

Une telle démarche, si elle veut être utile, ne peut pas seulement reposer sur une évidence morale. Elle exige une base solide, des faits établis, des dates assumées, des lieux identifiés, des responsabilités documentées. Autrement dit, une mémoire adossée à une histoire.

Cette exigence n'est pas théorique. Elle existe déjà, noir sur blanc, dans des travaux d'enquête menés avec patience, loin des plateaux et des commémorations rapides. Parmi eux, l'un s'impose par sa méthode et par son objet, *Sétif, la fosse commune – Massacres du 8 mai 1945*, de Kamel Beniaïche.

Depuis plus de vingt ans, l'auteur mène un travail de recoupement rigoureux, archives, témoignages, rapports administratifs, visites de terrain, confrontation des récits coloniaux et des mémoires locales. Son livre ne se contente pas d'émouvoir, il établit. Il ne se contente pas de dénoncer, il documente. Il restitue ce que les débats mémoriels perdent souvent, la précision.

Et cette précision nous ramène à une date centrale, à la fois connue et insuffisamment traitée à la hauteur de ce qu'elle représente, le 8 mai 1945.

UNE DATE FENDUE EN DEUX

Il existe des dates que l'on célèbre, et d'autres que l'on enterre sous la célébration des premières. Le 8 mai 1945 est de celles-là. Pendant que l'Europe se félicitait de sa victoire sur le nazisme, à Sétif et dans toute sa région, une autre histoire se jouait, sans caméras, sans discours, sans procès. Une histoire qu'on n'a pas seulement mise de côté. Une histoire qu'on a longtemps maintenue dans un angle mort.

Ce jour-là, des Algériens sortent dans la rue. Ils ne contestent pas la fin du nazisme. Ils rappellent un engagement. Des promesses formulées durant les années de guerre. Des droits différés depuis trop longtemps. Ils réclament une reconnaissance politique minimale, à la hauteur des sacrifices consentis sur les champs de bataille européens. La victoire proclamée contre la barbarie devait ouvrir une ère nouvelle. Mais cette ère nouvelle s'arrêtait aux portes de la colonie.

La réponse est rapide. Sévère. Structurée.

Le 8 mai 1945 ne relève pas d'un incident isolé. Il correspond à une logique de maintien de l'ordre colonial telle qu'elle s'exerçait dès lors que l'autorité était perçue comme menacée. Ce jour-là, ce n'est pas seulement une foule qu'on disperse. C'est une revendication politique qu'on écrase. Et l'écrasement devient message.

UNE RÉPRESSION ORGANISÉE, INSCRITE DANS UN SYSTÈME

Ce qui se produit à Sétif, Guelma, Kherrata et dans de nombreuses localités environnantes ne peut être réduit à une réaction spontanée. Les opérations de répression s'inscrivent dans une chaîne de décisions, de transmissions d'ordres et de pratiques déjà éprouvées dans le cadre colonial. L'histoire ne tient pas seulement dans un point de départ urbain. Elle se poursuit dans l'extension progressive des opérations, dans la logique de ratissage, dans la violence exercée loin des regards.

Villages encerclés. Arrestations massives.



8 Mai 1945 – Massacre de Sétif

Exécutions sommaires. Bombardements de zones rurales. Déplacements forcés. Corps abandonnés, parfois jetés, parfois enterrés à la hâte. La répression prend aussi la forme d'un avertissement général, frapper pour signifier que toute demande d'égalité politique est une faute, et que cette faute se paie collectivement.

Cette violence a une dimension physique évidente. Mais elle comporte aussi une dimension mémorielle profonde. Très vite, les faits sont reformulés. Les victimes deviennent des chiffres imprécis. Les événements sont qualifiés de « troubles ». Les responsabilités sont fragmentées. On privilégie la narration administrative qui ferme le dossier, plutôt que la qualification politique qui oblige à l'ouvrir.

C'est ainsi que le massacre glisse vers une lecture atténuée, puis vers un silence durable.

LE SILENCE, HÉRITAGE ET PROLONGEMENT DU CRIME

Ce qui distingue le 8 mai 1945 d'autres épisodes violents de la période coloniale, c'est la durée du silence institutionnel qui l'a suivi. Pendant des décennies, de nombreuses victimes sont restées sans reconnaissance officielle. Des familles ont vécu sans lieu de recueillement, sans récit public stabilisé, sans possibilité de transmettre une histoire clairement nommée.

La douleur est restée privée, fragmentée, parfois murmurée, souvent enfermée dans l'espace familial.

On n'a pas seulement tué. On a empêché le deuil de devenir une parole collective. Et lorsqu'on empêche une société de pleurer publiquement ses morts, on empêche aussi cette société de faire de la douleur une mémoire transmissible. Le silence devient alors une seconde violence, moins spectaculaire, mais plus longue, plus insidieuse, plus corrosive.

Ce silence n'est pas toujours le produit d'une intention explicite à chaque étape. Il est aussi l'effet d'un empilement, pruden-ces diplomatiques, renoncements politiques, inerties administratives, traitements sélectifs de l'histoire. Mais ses conséquences sont concrètes, une mémoire inachevée, vulnérable aux contestations, difficile à inscrire dans un cadre juridique clair.

Reconnaître le 8 mai 1945, ce n'est pas rouvrir une plaie pour le plaisir de la douleur. C'est stabiliser un fait historique. C'est sortir d'une zone grise où l'événement est connu mais pas pleinement qualifié. C'est faire passer ce moment de la rumeur à la connaissance, du souvenir à l'histoire.

QUAND L'HISTOIRE REVIENT PAR LES MARGES

Ce retour n'a pas eu lieu par décret. Il est revenu par le bas. Par les témoins. Par les familles. Par les récits transmis à voix basse. Et surtout, par le travail patient d'enquêteurs qui ont refusé de laisser ce chapitre se dissoudre dans l'indétermination.

C'est ici que l'apport de Kamel Beniaïche prend tout son sens. Son travail ne relève ni d'un pamphlet ni d'une chronique commémorative. Il s'appuie sur une méthode, recouper, localiser, comparer, vérifier. Il restitue des lieux précis. Il ramène des noms. Il reconstitue des séquences. Il donne aux événements une matérialité qui empêche l'évasion rhétorique.

Là où l'histoire institutionnelle parlait de contexte, ce travail parle de territoires. Là où elle parlait de troubles, il parle de corps. Là où elle parlait de maintien de l'ordre, il parle de fosses communes. Ce déplacement est fondamental parce qu'il change la nature du débat. On ne discute plus d'une abstraction, on regarde une carte. On ne discute plus d'une formule, on examine des traces.

Ce déplacement n'est pas polémique. Il

est méthodologique. Et c'est précisément ce qui lui donne sa force.

UNE LOI, UN CADRE, UNE EXIGENCE DE PRÉCISION

Dans ce contexte, la réflexion engagée en Algérie autour de la criminalisation de la colonisation prend tout son sens. Elle appelle non pas une surenchère, mais une clarification structurée. Une loi mémorielle gagne en force lorsqu'elle s'appuie sur des faits solidement établis, reconnus, transmissibles. Le 8 mai 1945 peut et doit faire partie de ces repères structurants.

Non comme un symbole vague, mais comme un événement documenté, enseignable, juridiquement qualifiable. Non comme un souvenir utilisé, mais comme une réalité historique stabilisée. Car c'est ainsi que la mémoire se protège, en se dotant de preuves. Et c'est ainsi que le droit devient crédible, en s'appuyant sur une histoire précise, vérifiable, opposable.

La démarche actuelle offre donc une occasion importante. Faire en sorte que mémoire, histoire et droit se renforcent au lieu de s'ignorer. Faire en sorte que le travail historique nourrisse le cadre juridique, et que le cadre juridique protège la mémoire de l'effacement ou de la contestation.

Ce que le 8 mai 1945 appelle aujourd'hui, il n'appelle pas des slogans. Il n'appelle pas des commémorations de circonstance. Il n'appelle pas des discours emphatiques qui fatiguent plus qu'ils n'éclairent. Il appelle un statut clair. Une reconnaissance assumée. Une place lisible dans les programmes scolaires. Et une formulation sans ambiguïté des faits.

Tant que cette clarification n'est pas pleinement accomplie, le 8 mai 1945 restera une date à deux vitesses, célébrée comme victoire dans les calendriers européens, vécue comme fracture inachevée dans la mémoire algérienne. Une date fendue, où l'on applaudit la liberté d'un côté, pendant qu'on étouffe la demande de liberté de l'autre.

Criminaliser la colonisation, si telle est la voie choisie aujourd'hui, suppose de s'appuyer sur des repères historiques fermes. Le 8 mai 1945 en est un. Non pour entretenir un conflit mémoriel, mais pour mettre fin à une zone d'ombre. Non pour exciter les passions, mais pour établir une vérité transmissible, utilisable, durable.

L'Histoire a appris à se taire ce jour-là. Il est temps, enfin, de lui apprendre à parler.

NB- Kamel Beniaïche, *Sétif, la fosse commune – Massacres du 8 mai 1945*, ouvrage d'enquête historique consacré aux événements de mai 1945 dans la région de Sétif.

Photos : Archives- Jean Louis Planche

Ligue des Champions: Aujourd'hui à 14h00
St-Eloi Lupopo - MC Alger
Duel à haut risque
pour la qualification

M. Zeggai

Cet après midi, le MC Alger croisera le fer avec son homologue sud-africain du FC St-Eloi Lupopo à l'occasion de la troisième journée de la phase de groupe de la Ligue des Champions d'Afrique. Les deux formations restent sur un bilan identique, avec un seul point chacune, ce qui confère une importance capitale à cette empoignade. Les Algériens du Mouloudia affronteront les Congolais dans un contexte loin d'être idéal, mais la victoire reste impérative pour relancer leurs chances de qualification dans cette épreuve. Les Congolais du FC St-Eloi Lupopo partagent la même ambition, promettant un match âprement disputé. Le perdant risque, quant à lui, de voir son

aventure dans cette compétition compromise. Côté effectif, on notera l'absence de Benhaoua, suspendu pour cumul de cartons, Halaïmia et Tabti, tous deux blessés. En revanche, Zougrana est appelé à retrouver sa place aux côtés de Benkhemassa. Ce duo semble le mieux indiqué pour faire face à l'agressivité et le combat physique des locaux.

Après une entame délicate dans ces joutes continentales, les nôtres, invaincus depuis sept matchs, toutes compétitions confondues, sont tenus par l'obligation du résultat. Les 'Vert et Rouge' de l'entraîneur sud-africain Rhulani Mokwena sont conscients de l'importance de l'enjeu et semblent décidés à rectifier le tir loin de ses bases, afin de rester dans la course à la qualification

et éviter une situation déjà critique à mi-parcours. Ce ne sera pas tâche aisée devant le FC St-Eloi Lupopo qui occupe confortablement le poste de leader du championnat congolais, à six longueurs de son poursuivant direct, le TP Mazembe. La formation congolaise compte en son sein de nombreux joueurs qui constituent sa principale force à l'image du gardien de but camerounais, du défenseur gabonais Siamiou, du Togolais Douhadji, du Sénégalais Mendy, pour ne citer que ceux-là. En somme, au-delà du simple enjeu des points, cette rencontre représente un véritable test de caractère et de détermination. Face à des Congolais, qui comptent bien capitaliser sur l'avantage du terrain et sur l'enthousiasme de leurs supporters pour décrocher les trois points.

Coupe de la CAF: Aujourd'hui à 20h00
CRB-Stellenbosch FC
Le Chabab face au défi du leader

M. Zeggai

Le deuxième représentant algérien avec l'USMA en coupe de la CAF, se prépare à un match crucial, ce soir, face au leader du groupe C. Sur le plan mathématique, la donne est claire : seuls les trois points de la victoire permettront au Chabab de maintenir intactes ses chances de qualification au prochain tour. Mais, la tâche s'annonce extrêmement difficile. Les Sud-africains ne se sont pas déplacés pour faire de la figuration.

Bien au contraire, ils sont venus avec la ferme intention de défendre leur première place et consolider leur position de leader.

Sa marge de progression et son expérience font de cette formation du Stellenbosch

FC un obstacle de taille, capable de mettre à mal les ambitions des Belouizdads. L'ambiance promet d'être électrique, et le public du Chabab retiendra son souffle jusqu'au coup de sifflet final, conscient que l'issue de ce match pourrait sceller le destin de leur équipe dans cette compétition continentale. Ainsi donc, le CR Belouizdad jouera gros ce soir face à un adversaire qui a clairement affiché ses intentions dans cette épreuve. Selon nos informations, l'entraîneur allemand Sead Ramovic du CRB devrait disposer de l'ensemble de son effectif, un atout non négligeable qui lui offre l'embaras du choix pour aligner un onze conquérant et compétitif, capable de répondre au

défi physique et tactique imposé par le leader sud-africain. Le milieu de terrain ivoirien, Jean Ahoua, nouvellement recruté, non qualifié, n'est pas concerné par cette rencontre devant un adversaire coriace.

En face, le Stellenbosch FC du coach sud-africain, Gavin Hunt depuis janvier dernier, semble confiant quant à la réaction de ses joueurs et ses étrangers, les deux Nigériens Ibraheem jabaar et Kazie Enyinnaya, le néo-Zélandais André de Jong ainsi que l'Azerbaïdjanais Turan Manafov.

Ceci ne semble pas effrayer les «Rouge et Blanc» du Chabab qui sont investis d'une lourde responsabilité, celle de faire honneur aux couleurs du club et de représenter dignement l'Algérie.

La vie des clubs
CSC : Du nouveau chez
les Sanafirs

Le CSC continue d'activer son mercato hivernal avec l'arrivée de plusieurs nouveaux éléments. On a appris que Lahmeri (ex-JSK) a officiellement opté pour le Chabab pour renforcer son compartiment offensif. Dans ce même contexte, Evra est également attendu côté du Cirta. En défense, le club est à la recherche d'un défenseur pour compenser l'absence de Medahi, blessé.

Ces mouvements témoignent de la volonté de la direction du CSC de renforcer son effectif en prévision du reste du championnat.

• **MB Rouissat Un Congolais arrive**
Le MBR a officialisé la signa-

ture d'un international congolais. Il s'agit de Sikoula Destaing qui a rejoint le nouveau promu de l'élite. Par la signature du Congolais, le MBR confirme ses ambitions, tout en répondant aux attentes de ses supporters qui espèrent voir leur équipe franchir un nouveau palier grâce à des renforts de qualité.

• **ES Mostaganem: Du renfort pour l'Espérance**

La direction n'est pas restée les bras croisés pour renforcer son équipe lors de ce mercato hivernal. Une source proche du club a annoncé l'arrivée de plusieurs nouveaux joueurs. Il s'agit des Dehar (ex-MCO), Ba-

houssi (ex-MCEB) et le défenseur Guetal de l'ESS. Par ces recrutements, l'Espérance de Mostaganem ne veut pas abdiquer pour assurer son maintien parmi l'élite.

• **CR Temouchent: Quel entraîneur pour le Chabab ?**

Plusieurs candidats sont annoncés pour succéder à Aït Lamara, limogé après seulement un match. Abdelkader Yaïch, Said Hammouche (ex-NC Magra et MCBOS) et Aziz Abbès (ex-US Biskra) figurent parmi les entraîneurs susceptibles d'atterrir au CR Temouchent. Pour l'instant, la direction du club n'a pris aucune décision officielle.

M.Z.

Ligue 1 (16e journée)
L'ESS, l'ESM et l'ASO Chlef
relancent leurs espoirs

M. Z.

La situation demeure inchangée dans la partie basse du classement. Les équipes concernées restent toujours sous la menace permanente de la relégation. Pour ces formations, la suite de la compétition s'annonce décisive dans la lutte pour le maintien parmi l'élite. C'est du moins l'impression qui se dégage à l'issue de cette première partie de la première journée de la phase-retour. La première confrontation entre l'ESM et l'Olympique Akbou a vu les espoiristes s'imposer avec une belle victoire, perçue comme un souffle d'espoir.

Mais ; il faut en convenir que le match n'a pas été emballant avec une prestation globalement médiocre : les deux équipes n'ont rien montré d'intéressant, surtout l'Olympique, qui continue de manger son pain noir, puisqu'il a aligné, là, son cinquième match sans victoire, toutes compétitions confondues, qui met d'lores et déjà l'entraîneur, Lofli Amrouche, dans une position inconfortable.

Quant aux Mostaganémois de l'ESM, ils ont réus-



si l'essentiel en empochant trois précieux points, leur permettant d'entrevoir plus sereinement la suite du championnat.

C'est le cas également de l'ASO Chlef qui a su tirer partie de l'avantage du terrain et du soutien de son public pour renouer avec la victoire face au Paradou AC et quitter momentanément la zone de relégation. Les Chélifiens ont remporté le match qu'il fallait absolument gagner pour préserver leurs chances dans la course au maintien. En revanche, le PAC est tombé dans ses travers et devra se ressaisir rapidement pour éviter le spectre de la relégation

puisque il se trouve en position de troisième potentiel relégable en raison d'une différence de buts défavorable à l'ASO. A Sétif, l'Entente a retrouvé un souffle d'optimisme grâce à une victoire éclatante, infligeant à l'USMK une lourde défaite. C'est la première fois depuis le début de saison que les Khenchelis concèdent une défaite avec une telle ampleur. Ces derniers n'ont été que l'ombre d'eux-mêmes face aux Djahnit, Hamidi, Zerrouki et Toual, les heureux buteurs de cette empoignade. Alors est-ce le réveil des Sétifiens ? La question reste posée.

Coupe d'Algérie (seniors)
Les quarts de finale programmés
les 3 et 4 mars

Les quarts de finale de la Coupe d'Algérie 2025-2026, se joueront les 3 et 4 mars prochains, selon le calendrier de la seconde partie de la saison, dévoilé par la Ligue de football pro-

fessionnel sur son site officiel. Ainsi, CR Belouizdad - MC Alger et CS Constantine - JSM Bejaia, ouvriront le bal le mardi 3 mars, alors que les deux derniers matchs: USM Alger - JS

Saoura et CA Batna - MC Saïda, sont programmés le mercredi 4 mars. Les demi-finales se joueront le mardi 7 avril, selon la même source, alors que la date du samedi 2 mai a été retenue pour la finale, sous réserve de confirmation.

La LFP précise toutefois que ce calendrier demeure prévisionnel et reste susceptible de légères modifications, en fonction du parcours des clubs algériens engagés en compétitions africaines ou de contraintes organisationnelles.

Ligue 1
La fin de la compétition fixée
au 22 mai

Le Bureau fédéral de la Fédération algérienne de football a validé lors de sa dernière réunion le calendrier de la phase retour du championnat de Ligue 1, dont la clôture est fixée au 22 mai 2026, a indiqué la LFP. Selon le programme

arrêté, quatre journées de championnat se disputeront au cours du mois de février, alors que les neuf dernières journées se disputeront en mars, avril et mai, au rythme de trois journées par mois. Les matchs en retard concernant les clubs algé-

riens engagés dans les compétitions africaines inter-clubs seront programmés à partir du 25 mars, avec notamment les rencontres CRB-MCA et USMA-JSK, comptant pour la mise à jour de la 16e journée.

La mise à jour du calendrier se poursuivra le 30 mars pour le compte de la 17e journée, puis le 24 avril (18e journée), avant les matchs en retard de la 19e journée prévus les 28 et 29 avril. La LFP a toutefois précisé que ce calendrier demeure prévisionnel et pourrait connaître des ajustements, en fonction du parcours des clubs algériens en compétitions africaines ou de contraintes organisationnelles.

Voici par ailleurs les dates des journées restantes	
18e journée :	6 et 7 février
19e journée :	13 et 14 février
20e journée :	20 et 21 février
21e journée :	26, 27, 28 février
22e journée :	6, 7, 8 mars
23e journée :	13 mars
24e journée :	17 mars
25e journée :	3 avril
26e journée :	10 avril
27e journée :	17 avril
28e journée :	9 mai
29e journée :	15 mai
30e et dernière journée :	22 mai

TikTok aux Etats-Unis passe sous contrôle américain

Les enjeux du montage

Après une longue saga politique, TikTok a mis en place une coentreprise à majorité américaine pour poursuivre ses activités aux Etats-Unis malgré ses liens avec sa maison mère chinoise. Voici les conséquences potentielles de cet accord :

QUEL IMPACT POUR LES UTILISATEURS ?

On ignore encore si les 200 millions d'utilisateurs aux Etats-Unis remarqueront un changement. Les utilisateurs n'ont pas eu besoin de télécharger une nouvelle application, bien qu'ils aient été invités à accepter de nouvelles conditions d'utilisation sur leur localisation et l'usage de leurs données.

Au cœur du conflit originel se trouve le puissant algorithme de TikTok, dont les législateurs américains craignent qu'il ne soit utilisé comme une arme de collecte de données ou de propagande par le gouvernement chinois.

Les nouveaux propriétaires ont promis de «réentraîner» la formule secrète qui fait tourner l'application, mais l'impact sur l'expérience utilisateur reste inconnu.

TikTok assure que les utilisateurs américains vivront toujours une «expérience TikTok mondiale», ce qui signifie que les créateurs américains pourront toujours être découverts à l'international et que les entreprises pourront opérer partout dans le monde. Cependant, cet algorithme spécifique aux Etats-Unis soulève des interrogations.

«Des questions subsistent sur la manière dont cette nouvelle entité interagira avec les autres versions de TikTok dans le monde», explique Jennifer Huddleston, de l'Institut CATO à Washington. Elle s'interroge également sur «l'ampleur de l'influence que le gouvernement américain pourrait exercer sur l'algorithme et sur les préoccupations relatives à la liberté d'expression que l'arrangement pourrait susciter».

Un des principaux investisseurs de la nouvelle entité est le multimilliardaire Larry Ellison, un proche du président

Donald Trump, qui finance également la récente prise de contrôle de Paramount par son fils David et l'offre de rachat de Warner Bros. Ce qui donnerait à la famille un pouvoir sans précédent sur les médias américains.

Les influenceurs surveillent la situation de près, car leur popularité et leurs revenus dépendent des mystérieux rouages de l'algorithme. Certains ont déjà migré vers d'autres plateformes, frustrés ou anxieux face aux turbulences politiques.

QUEL IMPACT POUR TIKTOK ?

Avant l'entrée en fonction de Donald Trump, le sort de TikTok aux Etats-Unis semblait pourtant scellé dans le marbre d'une loi du Congrès.

L'application avait même été brièvement désactivée dans le pays, son plus grand marché, après avoir épuisé les recours judiciaires. Jusqu'à ce que Donald Trump finisse par lui venir en aide.

«TikTok reste incroyablement populaire aux Etats-Unis, mais fait face à une concurrence plus forte que jamais, particulièrement de la part d'Instagram», souligne Minda Smiley, analyste chez Emarketer.

L'algorithme qui a enflammé le monde il y a cinq ans n'est plus unique. Instagram Reels et YouTube Shorts proposent désormais des expériences similaires de défilement infini de vidéos courtes, captant l'attention et attirant les annonceurs à une échelle comparable. Selon Emarketer, bien que les utilisateurs américains restent plus longtemps en moyenne sur TikTok que sur d'autres réseaux, ce temps diminue chaque année, signe que l'application peine à les retenir.

QUEL IMPACT POUR LA SÉCURITÉ NATIONALE ?

La cession a peut-être satisfait l'administration Trump, reste à voir si elle satisfera les élus qui ont voté la loi l'exigeant, prévient Andrew Selepak, professeur de médias

à l'Université de Floride.

«L'accord TikTok n'a amélioré la confidentialité d'absolument personne et n'a rien fait pour renforcer la sécurité nationale», dénonce Kate Ruane, du Center for Democracy & Technology à Washington.

La maison mère chinoise ByteDance détient désormais un peu moins de 20 % de la coentreprise américaine, nommée TikTok USDS Joint Venture LLC, le reste étant réparti entre plusieurs sociétés majoritairement américaines. Le nouveau montage prévoit que des fonctions clés comme le commerce en ligne et le marketing aux Etats-Unis resteront sous le contrôle seul de ByteDance, ce qui pourrait s'avérer problématique.

«Je ne vois pas comment vous pouvez faire du commerce en ligne sans collecter des données des utilisateurs américains», s'interroge Andrew Selepak. John Moolenaar, le président républicain de la commission des Affaires étrangères de la Chambre, a promis d'exercer une surveillance étroite, signalant de potentielles difficultés à venir.

Pour Carl Tobias, de la faculté de droit de l'Université de Richmond, «il semble que Donald Trump ait simplement mis de côté tout ce que le Congrès visait en matière de sécurité nationale».

Dans un glissement de terrain en Indonésie

Huit morts, plus de 80 disparus



At moins huit personnes ont péri samedi dans un glissement de terrain survenu en pleine nuit dans l'île indonésienne de Java et plus de 80 personnes restent portées disparues, a annoncé l'agence nationale de gestion des catastrophes (BNPB). Provoquée par des pluies torrentielles, la catastrophe a enseveli vers 02H30 locales des habitations de deux villages de la région du Bandung occidental, au sud-est de Jakarta, capitale du vaste archipel comptant plus de 17.000 îles. Un porte-parole de la BNPB, Abdul Muhari, a indiqué dans un communiqué que huit personnes avaient été tuées et que «82 étaient toujours recherchées».

Les services locaux de secours ont indiqué mener des opérations manuelles d'excavation, arrosant le sol à l'aide de pompes et utilisant des drones pour rechercher les victimes. Le responsable de

la zone du Bandung occidental, Jeje Ritchie Ismail, a indiqué à la presse que l'armée, la police et des volontaires participaient aux recherches, mais il a averti que le terrain était extrêmement difficile et que le sol restait instable.

Ce type de catastrophes est fréquent en Indonésie pendant la saison des pluies, qui s'étend habituellement d'octobre à mars et détrempent les sols.

VULNÉRABILITÉ AUX CRUES

Des spécialistes de l'environnement évoquent la déforestation comme l'une des causes, les forêts aidant à absorber les précipitations et à stabiliser les sols grâce aux racines des arbres. La perte de surfaces boisées rend ces zones plus vulnérables aux crues soudaines et aux glissements. Au début du mois déjà, 16 personnes avaient

été tuées sur l'île indonésienne de Siau, dans la mer de Célèbes, par des crues soudaines consécutives à des pluies torrentielles.

En novembre, trois provinces de l'île occidentale de Sumatra avaient été dévastées par des inondations qui ont tué quelque 1.200 personnes et entraîné le déplacement de 240.000 autres, selon l'agence nationale de gestion des catastrophes. Des tempêtes tropicales accompagnées d'intenses pluies de mousson avaient également causé à la même époque des inondations meurtrières en Malaisie voisine, en Thaïlande ainsi qu'au Sri Lanka. En début de semaine, le gouvernement indonésien a annoncé la révocation des permis de 28 entreprises dont 22 d'exploitation forestière, une société minière et un constructeur de centrale hydroélectrique.

L'exploitation minière, les plantations et les incendies ont entraîné, ces dernières décennies, la disparition de vastes étendues de la luxuriante forêt tropicale indonésienne, selon les ONG.

Selon l'analyse du projet Atlas Nusantara de la startup de surveillance de la forêt The TreeMapPlus, plus de 240.000 hectares de forêt primaire ont été perdus en 2024 en Indonésie, quatrième pays le plus peuplé du monde avec près de 300 millions d'habitants.

Publicité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Relizane
Daira de oued Rhiou
Commune de Ouarizane
N° IF : 096248219046611

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES N° 01/2026

Le président de l'APC de la commune de Ouarizane, lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

PROJET :

Travaux des voies secondaire a village agricole Bekhaitia commune Ouarizane

تشغيل الطرق الثانوية بالقرية الفلاحية البخيتية بلدية واريان

Le présent avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales qui sont qualifiées en travaux publics activité principale- catégorie 04 et plus

ELIGIBILITE DES CANDIDATS

1/ Capacités Professionnelles :

L'entreprise doit avoir le Certificat de Qualification et de Classification Professionnelles de catégorie QUATRE (04) ou plus, activité principale « Travaux Publics », en cours de validité à la date d'ouverture des plis.

2/ Capacités techniques :

Ayant réalisé au moins un projet routier ou plus dont les quantités cumulées de : Travaux d'enrobé GB ou BB supérieures ou égales à 2 000 T doit être justifié par l'attestation de bonne Exécution délivrée par Le service contractant.

3/Capacités financière :

Les entreprises ayant au moins d'un chiffre d'affaire des années 2022-2023-2024 supérieurs ou égale 15 000 000.00 DA TTC visé par les services concernées.

Les entreprises peuvent télécharger le cahier des charges sur la page officielle de la commune de Ouarizane sur facebook - الصفحة الرسمية لبلدية واريان -, a compter de la date de la première parution dans les journaux Quotidiennes nationaux .

Les offres doivent être déposées au secrétariat de Mr. le président de l'A.P.C de la commune de OUARIZANE dans une enveloppe anonyme et porte la mention avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimale et porte l'intitulé et la mention suivante :

A NE PAS OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURES DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 01/2026:

Travaux des voies secondaire a village agricole Bekhaitia commune Ouarizane

تشغيل الطرق الثانوية بالقرية الفلاحية البخيتية بلدية واريان

01. le dossier candidature cité dans le cahier des charges.
02. L'offre technique citée dans le cahier des charges
03. -L'offre financière citée dans le cahier des charges
La durée de préparation des offres est fixée à douze (12) jours à compter de la date de la première parution dans les journaux Quotidiennes nationaux ou la presse électronique agréées
Le jour de dépôt des offres correspondant aux derniers jours de la préparation des offres A 14H00

L'ouverture des plis qui aura lieu le jour de la date limité de dépôt des offres. A 14H00
Cet avis est comme une invitation aux participants a l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales d'assister a la séance d'ouverture des plis.
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours

Quarizane le :.....
Le président de l'APC

Office public de l'huissier de justice près la Cour d'Oran Maître ANNABI WALID, 49, rue Zaghoul - Es-Senia - oran - Tel : 0698.75.62.58

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES PAR SOUMISSIONS CACHETEES

Le 28 janvier 2026, à 10H00 heures, au parc de la Société de Conditionnement et de Commercialisation des Gaz Industriels – COGIZ SPA,

Lot N°	Désignation	Immatriculation
01	KIA CERATOMatériel informatique & Lot de chaises	12651-108-31
02	PEUGEOT PARTNERMatériel Informatique & divers	00214-307-31
03	KIA CERATOMatériel Informatique & divers	12680-108-31
04	KIA CERATOMatériel Informatique & divers	12685-108-31
05	Peugeot 407Matériel Informatique & Divers	05393-106-31
06	PEUGEOT PARTNERMatériel Informatique & Divers	00241-307-31
07	CHARIOT ELEVATEUR – Hyster – Lot de Mobilier de bureau et Divers	/

CONDITIONS DE VENTE :

1/ Participation à la vente réservée uniquement aux soumissionnaires munis de l'Original du cahier des charges qui peut être retiré de l'Office de l'Huissier de Justice contre la somme de 2 000,00 DA.
2/ Versement d'un cautionnement de 21% du montant de l'adjudication non remboursable en cas de désistement.
3/ Vente sans garantie
4/ La visite du matériel se fera le 26 et 27 Janvier 2026 les soumissionnaires doivent se présenter 72H auparavant pour établir les accès.

L'huissier de justice
Maître ANNABI Walid

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES DE BASE
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA D'ORAN
NIF : 408015000031086
AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉ MINIMALE
N° 05 /SDIR/DTP/2026

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Oran, lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales, conformément aux dispositions des articles 40,42 et 44 du décret présidentiel n° 15-247 du 2 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public pour Réalisation de deux passerelles au niveau de la RN11 à proximité du stade olympique (Sidi El Bachir) et au niveau de la RN11 / Mers El Hadjadj :

Lot N°01 : Réalisation d'une passerelle au niveau de la route nationale N° 11 à proximité du stade olympique / Sidi El Bachir
Lot N°02 : Réalisation d'une passerelle au niveau de la route nationale N° 11 / Mers El Hadjadj

Pour participer à cet appel d'offres, Les entreprises doivent satisfaire aux conditions d'éligibilité suivantes :

1) Avoir un certificat de qualification et de classification professionnelle catégorie 04 et plus, activité principale : Travaux Publics en cours de validité. Le récépissé de dépôt en cas d'expiration de la qualification ne pourra en aucun cas remplacer celle-ci, et le soumissionnaire est considéré comme inéligible pour soumissionner.

2) Avoir réalisé au cours des dix (10) dernières années, au moins deux projet d'ouvrage d'art (réalisation un tunnel, réalisation un pont, réalisation une passerelle, réalisation une trémie)

N.B : Justifié par les attestations de bonne exécution signées par le maître d'ouvrage publique.

3) Avoir réalisé d'un moyen de chiffre d'affaires de 20.000.000, 00 DA, Justifier par les bilans des 03 dernières années ou C20 délivré et visé par les services des impôts

Les entreprises peuvent retirer le cahier des charges à compter de la date de parution du présent avis d'appel d'offre dans la presse nationale, auprès de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Oran, 2ème étage, Boulevard Mimouni Lahcene – Oran - contre un paiement d'une somme de 5 000,00 DA acquitter auprès du trésor public de la wilaya d'Oran et justifier par une quittance de contre paiement jointe au dossier de candidature

Les soumissionnaires Les soumissionnaires devront obligatoirement joindre à leurs dossiers de soumission les pièces réglementaires suivantes :

- 1- Dossier de candidature : (Voir CDC l'article 08 / instruction aux soumissionnaires)
- 2- L'offre technique comprendra : (Voir CDC l'article 08 / instruction aux soumissionnaires)
- 3- L'offre financière comprendra : (Voir CDC l'article 08/ instruction aux soumissionnaires)

Les offres (Dossier de candidature, l'offre technique et financière) doivent être déposées au siège de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Oran 2e étage –Bd Mimouni Lahcene –Oran- en (03) trois enveloppes séparées sous un pli cacheté anonyme et portant la mention suivante :

devront obligatoirement joindre à leurs dossiers de soumission les pièces réglementaires suivantes :

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 05 /SDIR/DTP/2026

Réalisation de deux passerelles au niveau de la RN11 à proximité du stade olympique (Sidi El Bachir) et au niveau de la RN11 / Mers El Hadjadj :

Lot N°01 : Réalisation d'une passerelle au niveau de la route nationale N° 11 à proximité du stade olympique / Sidi El Bachir

Lot N°02 : Réalisation d'une passerelle au niveau de la route nationale N° 11 / Mers El Hadjadj

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

- ✓ La durée de préparation des offres est fixée quinze (15) jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou le BOMOP.
- ✓ Les plis seront déposés le dernier jour de la durée de préparation des offres avant 10h45.
- ✓ L'ouverture des plis techniques et financiers se fera en séance publique le même jour de la date de dépôt des offres le..... à 11h00 au siège de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Oran.
- ✓ Les soumissionnaires sont cordialement invités à y assister.
- ✓ Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2631000874 Le Quotidien d'Oran 25/01/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES DE BASE
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA D'ORAN
NIF : 408015000031086
AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES
N° 05 /SDIR/DTP/2026

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Oran, lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales pour : travaux d'éclairage public au niveau du 4^{ème} boulevard périphérique Lot n°01 : travaux d'éclairage public au niveau du 4^{ème} boulevard périphérique

– Es-Sénia -

Section n°01 : Travaux d'éclairage public entre l'échangeur RN4 et la passerelle AADL Ain El Beida

Section n°02 : Travaux d'éclairage public entre la passerelle AADL Ain El Beida et la limite de la commune de Misserghine

Lot n°02 : travaux d'éclairage public au niveau du 4^{ème} boulevard périphérique – Misserghine – (lot unique)

Pour participer à cet appel d'offres, Les entreprises doivent satisfaire aux conditions d'éligibilité suivantes :

Pour le lot n°01 : (valables pour les deux sections)

- Posséder un certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité de catégorie supérieure ou égal à 4, ayant comme activité principale «travaux publics» comportant obligatoirement tous les codes y afférents (éclairage et électricité). Le récépissé de dépôt en cas d'expiration de la qualification ne pourra en aucun cas remplacer celle-ci, et le soumissionnaire est considéré comme inéligible pour soumissionner
- Avoir réalisé au moins 01 projet d'éclairage public dont le montant de chaque projet est supérieur ou égal à 30.000.000 DA, justifiés par des attestations de bonne exécution délivrées par des services contractants publics, qui doivent comporter le montant des projets réalisés. Dans le cas où l'attestation ne comporte pas de montant, elle doit être annexée par un DGD visé par le maître d'ouvrage.
- Avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen pour les trois dernières années au minimum de 30.000.000 DA

Pour le lot n°02 : (lot unique)

- Posséder un certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité de catégorie supérieure ou égal à 3, ayant comme activité principale «travaux publics» comportant obligatoirement tous les codes y afférents (éclairage et électricité). Le récépissé de dépôt en cas d'expiration de la qualification ne pourra en aucun cas remplacer celle-ci, et le soumissionnaire est considéré comme inéligible pour soumissionner
- Avoir réalisé au moins 01 projet d'éclairage public dont le montant de chaque projet est supérieur ou égal à 20.000.000 DA, justifiés par des attestations de bonne exécution délivrées par des services contractants publics, qui doivent comporter le montant des projets réalisés. Dans le cas où l'attestation ne comporte pas de montant, elle doit être annexée par un DGD visé par le maître d'ouvrage.
- Avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen pour les trois dernières années au minimum de 20.000.000 DA.

Les entreprises peuvent retirer le cahier des charges à compter de la date de parution du présent avis d'appel d'offre dans la presse nationale, auprès de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Oran, 2ème étage, Boulevard Mimouni Lahcene – Oran - contre un paiement d'une somme de 5 000,00 DA acquitter auprès du trésor public de la wilaya d'Oran et justifier par une quittance de contre paiement jointe au dossier de candidature

Les soumissionnaires devront obligatoirement joindre à leurs dossiers de soumission les pièces réglementaires suivantes :

- 1- Dossier de candidature : (Voir CDC l'article 08 / instruction aux soumissionnaires)
- 2- L'offre technique comprendra : (Voir CDC l'article 08 / instruction aux soumissionnaires)
- 3- L'offre financière comprendra : (Voir CDC l'article 08/ instruction aux soumissionnaires)

Les offres (Dossier de candidature, l'offre technique et financière) doivent être déposées au siège de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Oran 2e étage –Bd Mimouni Lahcene –Oran- en (03) trois enveloppes séparées sous un pli cacheté anonyme et portant la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES
N° 05 /SDIR/DTP/2026

«Travaux d'éclairage public au niveau du 4^{ème} boulevard périphérique – Es-Sénia –

Section n°01 : Travaux d'éclairage public entre l'échangeur RN4 et la passerelle AADL Ain El Beida

Section n°02 : Travaux d'éclairage public entre la passerelle AADL Ain El Beida et la limite de la commune de Misserghine

Lot n°02 : travaux d'éclairage public au niveau du 4^{ème} boulevard périphérique – Misserghine – (lot unique)

- ✓ « A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis »
- ✓ La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou le BOMOP.
- ✓ Les plis seront déposés le dernier jour de la durée de préparation des offres avant 13h00.
- ✓ L'ouverture des plis techniques et financiers se fera en séance publique le même jour de la date de dépôt des offres à 14h00 au siège de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Oran.
- ✓ Les soumissionnaires sont cordialement invités à y assister.
- ✓ Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période équivalente à la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2631000872 Le Quotidien d'Oran 25/01/2026

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
People's Democratic Republic of Algeria
وزارة الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية
Ministry of The Interior, Local Authorities and Transport

ETABLISSEMENT DE GESTION DE SERVICES
AÉROPORTUAIRES D'ORAN
Direction Générale



مؤسسة لسياسة مطار
مطاران وهران
الهيئة العامة

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

L'Etablissement de Gestion des Services Aéroportuaires d'Oran EGSA/Oran, dont :

- Le Siège social : Rond-point Aéroport International d'Oran Ahmed BEN BELLA.
- Le Numéro d'Identification Fiscale (NIF) : 000031010449824

Informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Avis d'Appel d'Offres National Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales N°53/DG/DIE/2025 relatif à la Réfection du chemin technique en béton bitumineux au niveau de l'aéroport de Tlemcen paru dans les journaux « LE QUOTIDIEN D'ORAN » en date du 10/11/2025 et « الروح الرياضية » en date du 09/11/2025 et dans le « BOMOP », qu'après évaluation et conformément aux dispositions prévues à la Loi n° 23-12 du 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et aux articles 65 et 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public , le marché est attribué provisoirement au soumissionnaire suivant :

SOUSMISSIONNAIRE/NIF	Montant de l'offre (DA.TTC)	Délai D'exécution	Note Technique
ENTREPRISE DES GRANDS TRAVAUX DE L'OUEST NIF : 099831010274417	57 781 640,00	Six (6) mois	84,33

Le choix de cette entreprise a été fait suivant les dispositions et les exigences de qualifications arrêtées dans le cahier des charges.

Les soumissionnaires sont invités de se rapprocher du service contractant, au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de parution de l'attribution provisoire du marché, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres technique et financières.

Tout soumissionnaire contestant le choix peut introduire un recours auprès de la Commission des Marchés compétente dans les (10) jours qui suivent la date de parution du présent avis.

ANEP N° 2631000965 Le Quotidien d'Oran 25/01/2026

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Wilaya d'ORAN

Agence de Gestion et de Régulation

Foncières Urbaines de la Wilaya d'ORAN

ولاية وهران

الوكالة الولائية للتسيير والتنظيم العقاريين الحضريين

للمدينة وهران

NIF : 000 431 010 756191

2^{ème} MISE EN DEMEURE AVANT RESILIATION

- Conformément aux procédures adaptées et conformément à la réglementation en vigueur,
- Vu le marché N° 17 portant les Travaux réalisation de 60 logements LPA2 et 04 logts promotionnels avec locaux et bureaux au RDC à DOUAR NAIB-BOUTLELIS- ORAN conclu entre l'AGERFOR et l'entreprise SARL RENA'S CONSTRUCTION.
- Vu l'ordre de service de démarrage des travaux N° 01 sous le N°23/2025 du 05/05/2022 notifié à l'entreprise en date 06/05/2025 pour exécuter les travaux du marché susmentionné dans un délai de 18 mois.
- Vu l'ordre de service de d'arrêt des travaux N° 02 sous le N°35/2025 à partir du 03/06/2025.
- Vu l'ordre de service de reprise des travaux N° 03 sous le N°72/2025 à partir du 23/10/2025 notifier à l'entreprise en date 26/10/2025.
- Vu les rapports d'activités du BET et les PV du chantier journalier.
- Vu le rapport mensuel du BET GROUPEMENT IMAR du 26-12-2025 au 13-01-2026.
- Vu le manque d'approvisionnement du chantier du matériel nécessaire en matière d'armature de fondation et coffrage
- Vu la 1ère mise en demeure de parue dans les journaux nationaux : **الدوري الاقتصادي** et **ALGERIE PRESSE** en date du 11-12-2026 (au niveau du cahier de chantier)
-

L'entreprise est mise en demeure pour la 2^{ème} fois pour approvisionner le chantier et le renforcer par les moyens humains, matériels et matériaux, et augmenter la cadence des travaux, dans un délai de 48 heures, et ce, à partir de la première parution du présent avis dans les journaux nationaux.

Address : ILOT 27 ZONE DES SEIGES -USTO-ORAN/RC :31/00-
0107561804/NIF:000431 010 756 191/AI:31051404191 NIS :00431010955357 /Tel :041821681/83
FAX:041 82 16 80 E-mail : agence_fonciere@wilayaoran.dz

ANEP N° 2631000946 Le Quotidien d'Oran 25/01/2026

2

21.10 La syndicaliste



Le 17 décembre 2012, à Rambouillet, Maureen Kearney, professeure d'anglais, syndicaliste et secrétaire du comité de groupe européen de la société française d'énergie Areva, est retrouvée par sa femme de ménage, ligotée sur une chaise. La victime est retrouvée en état de choc après avoir été violente, agressée et laissée attachée pendant des heures. Après un examen médical, Maureen demande un carnet afin de pouvoir rapidement consigner l'agression dont elle a été victime. Quelques mois plus tôt, la syndicaliste était contactée par un informateur...

23.10 Beau geste

3

21.10 Meurtres en eaux troubles



S1 - Episode 22 : Le vaisseau fantôme
Il y a quinze ans, le corps sans vie d'Anouk Bergdorf avait été retrouvé dans le lac de Constance. On pensait que la lycéenne avait été frappée à la tête par un camarade de classe dont elle refusait les avances, et qu'elle s'était noyée après être tombée à l'eau. Desservi par son style gothique et plusieurs témoignages à charge, Roman Steingass avait fait office de suspect numéro un, et sa disparition subite après la découverte du corps...

4

21.00 Ma version de l'histoire



Valentine et Sam suivent une thérapie de couple. Si Valentine juge cela indispensable, Sam traîne des pieds. Elle entame le récit de leur vie commune, mais il l'interrompt, outré : ce n'est pas du tout la vérité ! Il expose alors sa propre version. Peu à peu, ils réalisent qu'après 20 ans ensemble, ils n'ont jamais perçu leur histoire de la même manière.

22.35 L'amour chez les autres

5

arte

TMC

09.25 Silence, ça pousse !
10.20 Echappées belles
12.00 Drôles de villes pour une rencontre
12.30 C à vous
14.35 Jean-François Zygel : Mon Schubert à moi
16.09 Imprévus
16.25 Produits fermiers : à boire et à manger ?
17.25 Ça chauffe à la montagne
18.30 En société
20.00 C politique
21.05 Auschwitz, des survivants racontent

09.25 Mongolie, la chasse à l'aigle dans l'Altai
10.10 Cuisines des terroirs
10.45 Merveilles de la nature
11.40 Chuck Berry
15.15 Irrésistible Gary Cooper
16.15 Sundarbans, le dernier royaume du tigre
18.40 Mendelssohn à quatre mains . Lucas & Arthur Jussen avec Andris Nelsons
19.30 Karambolage
19.45 Arte journal
20.05 Paul Cézanne: Pionnier de l'art moderne
21.00 Les fils de l'homme
22.40 Albert Nobbs

09.10 Le bétisier de l'été
09.46 Monacoscope
09.50 Le bétisier de l'été
12.30 Animaux à adopter
21.15 Esprits criminels : S 4 - Episode 5 : Sur la route



CINE + PREMIER 20.50

TRANSFORMERS : LE COMMENCEMENT

Sur la planète Cybertron, Orion Pax et son ami D-16, deux mineurs inconscients de l'immensité de leur univers, se consacrent à la collecte de l'Energon, l'énergie vitale de leur espèce. Alors que D-16 se contente de leur existence souterraine, Orion ressent un profond désir d'explorer la vérité dissimulée sous les couches de métal et de secrets. Lorsqu'il se rend dans la salle des archives de Cybertron, sa curiosité attire l'attention des robots de sécurité commandés par Elita-1, une figure respectée au sein de la hiérarchie cybertronienne.



CANAL+ CINEMA 21.00

AVIGNON

Acteur: Baptiste Lecaplain, Alison Wheeler, Lyes Salem, Elisa Erka...

Acteur en perte de vitesse, Stéphane espère bien relancer sa carrière lorsqu'il débarque avec les membres de sa troupe au Festival d'Avignon pour jouer une pièce de boulevard. Il y recroise Fanny, une comédienne de renom rencontrée des années plus tôt, qui interprète un classique de Victor Hugo. Tombé sous le charme de la jeune femme, Stéphane profite d'un quiproquo pour se rapprocher d'elle. Pris dans un mensonge qu'il va devoir faire durer le temps du festival, il ignore qu'il vient de s'engager dans une situation qui va très vite le dépasser...



arte 21.00

LES FILS DE L'HOMME

Acteur: Clive Owen (Theo Faron), Julianne Moore (Julian Taylor), Michael Caine (Jasper), Chiwetel Ejiofor (Luke), Clare-Hope Ashitey (Kee), Voir plus
En 2027, le monde est plongé dans le chaos et la désespérance, aucun enfant n'étant né depuis près de deux décennies. Theo Faron (Clive Owen), un ancien militant devenu cynique, mène une existence morose dans une Londres dévastée par la violence et la désolation. Sa vie bascule lorsqu'il est contacté par Julian (Julianne Moore), son ex-épouse, qui lui demande de l'aide pour une jeune femme d'origine africaine, Kee (Clare-Hope Ashitey).

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Misanthrope



La nuit du 31 décembre à Baltimore. Alors que la ville est en fête, des habitants qui célèbrent le passage de la nouvelle année sur les hauteurs de grands immeubles sont tués au hasard par un tireur d'élite embusqué. Eleanor Falco, agente de police, fait partie des membres de forces de l'ordre appelées sur les lieux des crimes. Quelques heures plus tard, l'agent spécial du FBI Lammark communique son plan d'attaque aux policiers de la ville. Alors que Lammark se retrouve seul quelques instants avec Falco, la jeune femme a le temps de lui exposer quelques théories à propos du tueur.

23.20 Brooklyn Affairs

6

21.10 Capital



Carrefour : toujours plus proche, mais à quel prix ? Carrefour mise sur ses magasins de proximité et sur les franchisés, des petits formats qui assurent une énorme rentabilité. - Vêtements et chiffons : le rayon Leclerc qui valait des millions. La marque textile de Leclerc, Tissaia, est la deuxième plus achetée en France. Enquête sur les secrets d'un empire colossal et les coulisses du rayon mode du roi des hypers. - Parking d'hyper : les nouveaux business des rois du bitume. 23.10 Enquête exclusive

CANAL+

21.05 Rugby : Clermont-Auvergne / La Rochelle



Auvergnats et Charentais concluent la 15e journée de Top 14 avec l'objectif de se rapprocher du haut du panier, dans une rencontre qui s'annonce assez ouverte. Du côté de l'ASM Clermont, les hommes de Christophe Urios sont à la recherche d'une forme de régularité, qui parfois leur fait défaut depuis le début de saison. Les coéquipiers d'Harry Plummer vont en tous cas essayer d'arracher une victoire...

23.01 Canal Rugby Club le débrief

PLANETE +

TFX

W9

09.38 American Pickers, la brocante made in USA
11.56 The Nazi Cartel
12.46 Adolf Eichmann : les aveux du diable
13.45 La guerre des trônes, la véritable histoire de l'Europe
15.37 L'Europe des merveilles
17.30 Planète Archéo
19.22 American Pickers, la brocante made in USA
20.55 Mystérieux objets
22.34 Eiffel, la guerre des tours

09.13 Top Info
09.15 Incroyables mariages gitans
11.10 Cleaners les experts du ménage
13.00 Friends
19.57 Petits plats en équilibre
20.00 Star Academy, la quotidienne
21.10 Le pari



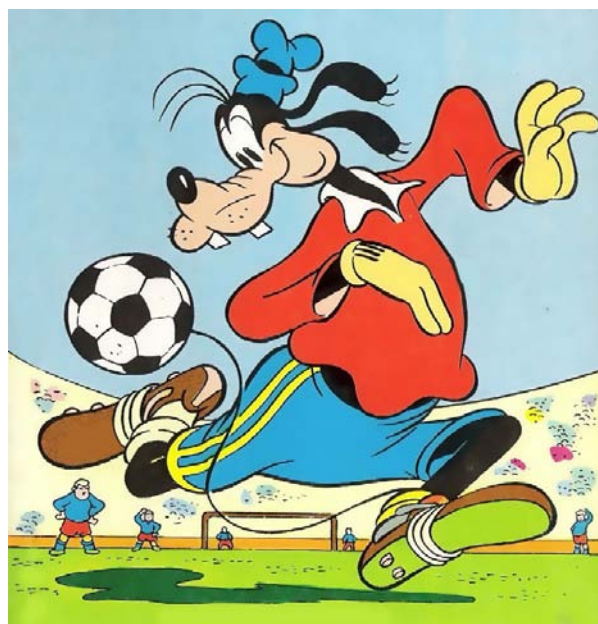
09.20 Génération Hit machine
10.20 Fréquentstar
12.20 100% poker
12.50 Desperate Housewives
16.30 La petite histoire de France
20.50 La première étoile



22.20 L'ascension

CODÉS N° 9481

FOUILLIS N° 9480:
EMBLEME (En - Blême)



Des Européens figurent parmi les 150 détenus de haut rang de l'EI transférés vers l'Irak



Des Européens figurent parmi les prisonniers de haut rang du groupe Etat islamique (EI) transférés de Syrie vers l'Irak voisin dans le cadre d'une opération militaire américaine, ont indiqué vendredi à l'AFP deux responsables de sécurité irakiens. Ce groupe de détenus, transféré mercredi, est composé «de dirigeants de l'organisation Etat islamique et certains sont des criminels parmi les plus notoires», comprenant «des Européens, des Asiatiques, des Arabes et des Irakiens», a indiqué une de ces sources.

D'après une autre source de sécurité, 85 de ces prisonniers sont Irakiens et les 65 autres sont notamment d'origine «européenne, soudanaise, somalienne ou caucasienne» et ils sont tous désormais dans une prison de Bagdad.

Ils ont le rang d'«émir» au sein de l'organisation jihadiste et «tous ont participé aux opérations de l'EI en Irak», dont l'offensive qui avait permis en 2014 au groupe de s'emparer de vastes territoires en Irak et en Syrie, a ajouté cette source.

Chine : atterrissage d'urgence d'un avion transportant 246 personnes



Un avion de la compagnie «Azur Air» transportant 246 personnes a effectué un atterrissage d'urgence, vendredi à Lanzhou, capitale de la province chinoise du Gansu (nord-ouest), après avoir lancé un signal de détresse, a rapporté l'agence Chine nouvelle, citant l'aéroport de la ville. Il s'agit du vol ZF2998 de Phuket en Thaïlande vers Barnaoul en Russie. L'appareil, un Boeing 757-200, a atterri en toute sécurité à l'aéroport international de Zhongchuan à Lanzhou.

Les 239 passagers et les sept membres d'équipage s'en sont sortis indemnes. L'urgence a été causée par une défaillance du moteur droit de l'avion, a ajouté la même source.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Ukrainiens, Russes et Américains reprennent leurs discussions



Des négociateurs russes, ukrainiens et américains ont repris samedi leurs discussions à Abou Dhabi, pour la première fois sous ce format, sur les conditions d'un règlement de quatre ans de guerre en Ukraine, un objectif qui bloque sur l'épineuse question du Donbass. Annonçant des pourparlers difficiles, le Kremlin a

répété en préambule exiger de Kiev un retrait de ses forces de ces territoires industriels et miniers de l'est de l'Ukraine aujourd'hui en grande partie contrôlés par la Russie.

Selon le négociateur en chef ukrainien, Roustem Oumerov, les premiers entretiens de vendredi ont porté «sur les paramètres permettant de mettre fin à

la guerre menée par la Russie et sur la suite logique du processus de négociation visant à progresser vers une paix digne et durable». Ces pourparlers marquent les premières négociations directes connues entre Moscou et Kiev sur le plan américain de règlement de la guerre, qui a fait des dizaines de milliers de morts depuis 2022.

Enquête sur l'un des généraux de l'armée chinoise

La Chine a annoncé samedi l'ouverture d'une enquête sur l'un des plus hauts responsables de son commandement militaire suprême pour «graves violations de la discipline», un euphémisme courant pour désigner la corruption. «Après examen (...) il a été décidé d'ouvrir une enquête sur Zhang Youxia», l'un des vice-présidents de la puissante commission militaire centrale (CMC), ainsi que sur Liu Zhenli, chef d'état-major interarmées, a expliqué le ministère de la Défense dans un communiqué. MM. Zhang et Liu, âgés de 75 et 61 ans, sont «suspectés de graves violations de la discipline et de la loi», a précisé la même source. La CMC, dont le président Xi Jinping est à la tête, est l'organe de commandement militaire suprême de l'appareil chinois. Elle assure le contrôle absolu du parti sur l'armée et coordonne la défense nationale.

La commission compte deux vice-présidents. De par son expérience et son statut, Zhang Youxia est généralement considéré comme le plus puissant. Le second titulaire, Zhang Shengmin, a hérité du poste en octobre après l'éviction de He Weidong, déjà après l'annonce d'une enquête pour corruption.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

TUTEUR DU MONDE?

Le pouvoir américain vient d'acter la mort de l'Organisation des Nations Unies. On la savait d'ailleurs en état d'agonie. L'unité des nations n'était en réalité qu'une chimère et un achalandage de préposés frileux dans leur majorité se prêtant avec docilité aux règles de la géopolitique que les puissances orchestraient.

Il y a eu bien sûr en son sein de sérieux bras de fer, mais vite neutralisés par les calculs d'intérêts particuliers de chacun des Etats.

Il y eut aussi évidemment des tonnes de recommandations et de résolutions, restées presque toutes en l'air pour se prêter à une parade formelle étant entendu que qui paie le plus, récolte le

mieux. A ce jeu dans l'ombre, les Etats-Unis d'Amérique forts de leurs contributions financières avaient toujours le dernier mot pour que la majorité des Etats membres se mettent en ordre serré dans les rangs. Quand l'argent ne suffisait pas à parfaire le mutisme, le canon venait à la rescousse.

En se retirant de plus de cent agences internationales onusiennes parmi les plus importantes, et en instituant son «conseil de la paix», le président américain se dégage du faux-semblant courant et décide d'être le tuteur du monde.

Déjà, sans étonner, des Etats vassaux en nombre accourent pour se mettre sous son ombre. Il demeure que Trump n'a pas toute la latitude de régir le monde comme il l'entend. Il doit compter avec d'autres forces et puissances qui d'évidence ne se plieront à la tempérance que si le diktat US leur aménage de sérieux dividendes. Or dans le charivari provoqué par l'étendue de l'actuelle guerre économique mondiale une entente entre les blocs n'est pas garantie.

De sérieuses prémices de l'élargissement d'une fracture mondiale déjà existante sont visibles. Nul ne peut prédire le degré qu'elle atteindra. En s'accélégrant, la course à l'armement n'augure pas des lendemains sans bourrasques.

Air France suspend ses vols vers Dubaï, KLM vers le Moyen-Orient



Air France a indiqué vendredi soir suspendre «temporairement» sa desserte de Dubaï, en raison de la situation géopolitique au Moyen-Orient, tandis que KLM a annoncé suspendre aussi plusieurs liaisons vers la région. «En raison de la situation actuelle au Moyen-Orient, la compagnie a décidé de suspendre temporairement sa desserte de Dubaï», aux Emirats arabes unis, explique Air France dans une déclaration transmise à l'AFP. Elle précise suivre «en permanence l'évolution de la situation géopolitique des territoires desservis et survolés par ses appareils». La compagnie a annulé vendredi deux vols Paris-Dubaï, AF660 et AF658, en conséquence de quoi, deux vols Dubaï-Paris prévus samedi sur les deux appareils ont été également annulés. La compagnie néerlandaise KLM suspend de son côté ses vols vers Tel-Aviv, Dubaï, ainsi que vers Dammam et Ryad en Arabie saoudite, a-t-elle indiqué, citée par le média néerlandais NOS. La compagnie aérienne allemande Lufthansa avait, elle, annoncé lundi suspendre ses vols «au départ et à destination de Téhéran jusqu'au 29 mars inclus».